



## **Magouilles et corruption des élites - Partie 16 : Pillage économique des nations et domination par les lobbys**



**Continuons notre saga "Magouilles et corruption des élites", avec un focus sur la mainmise du capitalisme anglo-saxon sur les choix stratégiques européens. Mainmise qui est le fruit d'un long travail d'infiltration, par les fondations capitalistes anglaises et US, et de la création d'une forme de pensée unique en matière économique. Au final, les dindons de la farce sont les peuples dont les richesses sont littéralement pillées par ces mêmes capitalistes.**

Cette partie sera peut-être moins exhaustive que les autres, mais le sujet est vaste et l'idée est plutôt de mettre en évidence certains mécanismes.



Pour s'y retrouver dans ce dossier, voici le plan:

I. La 2e Guerre Mondiale, oeuvre du fascisme financier.

II. Le sabotage de la dénazification.

III. Recyclage des Nazis et Collabos dans les nouvelles structures:

1. Les services secrets
2. La banque et l'industrie
3. La politique et les syndicats
4. Le monde universitaire
5. Les médias et la culture
6. La justice

IV. La création de l'Europe, un monstre sans tête au service du fascisme financier

1. Le cas Jean Monnet, sbire du capital anglais et US
2. Avant l'Europe, ou la mise en place du piège européen
3. Les peuples immobilisés dans les sables mouvants européens

V. Une Europe fasciste déguisée en démocratie :

A. Stratégie de la tension

1. Angleterre, Suisse, Italie
2. France
3. Belgique
4. Espagne et Portugal
5. Allemagne
6. Les suites du Gladio

**B. Le pillage économique des nations**

1. Domination par les lobbys



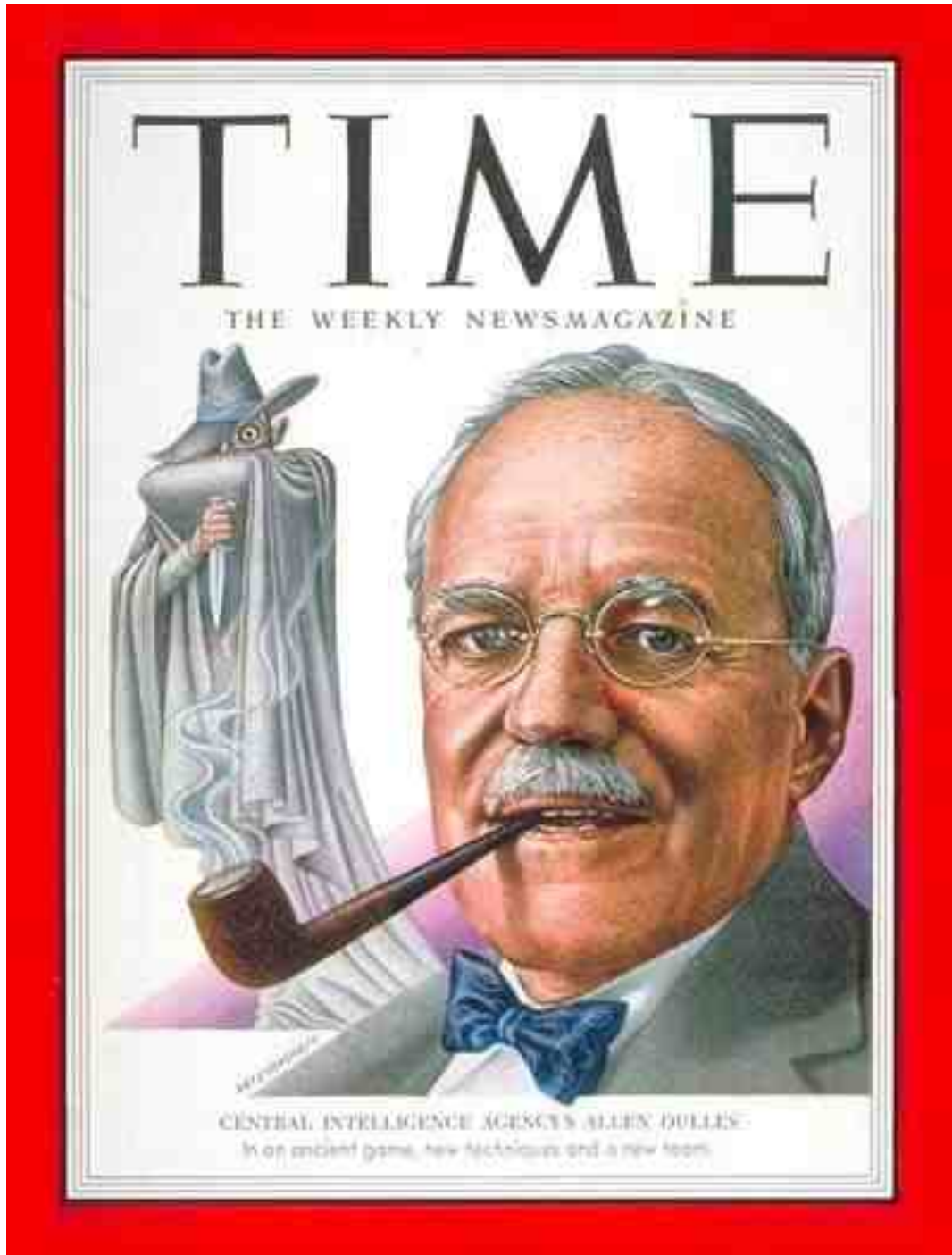
## Domination par les lobbys atlantistes

Les deux guerres mondiales ont été en grande partie le fruit du travail des milieux financiers, comme l'ont expliqué nombre d'historiens en particulier anglophones. Ces milieux financiers dépassent les frontières, et on a vu que les financiers US de Wall Street avaient de nombreux intérêts en Allemagne depuis le début du XXe siècle. L'Allemagne Nazie avait d'ailleurs un plan pour dominer le monde par l'économie à partir d'une Europe ultra centralisée autour d'elle.

Si l'Europe qu'on subit est bien centralisée sur l'Allemagne, la domination économique mondiale est aujourd'hui celle du grand capital US et anglais.

### Une nébuleuse de clubs élitistes

Les pressions économiques ont beaucoup contribué au succès des Nazis dans la conquête des différents pays. "*Dans tous les pays, des contacts ont été établis avec des industriels et entrepreneurs sympathisants*" et des avantages avaient été promis en échange d'une collaboration pleine et entière [\[1\]](#).



Wall Street a été le vrai gagnant de la guerre et évidemment de l'après-guerre. Dès 1942, Allen Dulles a été nommé chef de l'OSS (Office of Strategic Services) pour l'Europe et a choisi de s'installer à Berne. Ce QG est vite devenu "*les yeux et les oreilles de l'OSS en Europe*", comme le confirme un rapport historique de



la CIA de 2003. Des contacts avec les résistances des pays occupés comme avec les Nazis ont été pris immédiatement.

C'était un fervent défenseur du nouvel ordre mondial version Wall Street, même s'il était conscient qu'il fallait d'abord une propagande massive vers les populations pour avoir une chance d'y parvenir: *"Rien ne permet de penser que l'opinion publique américaine, par exemple, approuverait la l'établissement d'un super-État, ou permettrait aux Américains d'en faire partie. En d'autres termes, il faudra du temps - beaucoup de temps - avant qu'un gouvernement mondial soit politiquement réalisable..... Un temps qui pourrait apparemment être raccourci, en ce qui concerne l'opinion américaine, par une campagne de propagande active"*, a-t-il écrit en 1946 dans l'article "The United Nations" par dans la revue "Foreign Policy".

Et il avait décidé d'appliquer son programme quelle que soit la volonté du Congrès ou même du gouvernement. Pour cela, il a rendu la CIA presque autonome des institutions politiques, qui parfois posent des questions: de nombreuses affaires l'ont montré, dont MK-Ultra sur laquelle on reviendra n'est pas la moindre.





Dulles, fils d'un pasteur jésuite et dont le profil est clairement celui d'un psychopathe, a choisi Berne "*parce que la capitale suisse était le centre d'intrigues financières et politiques en temps de guerre. Berne était un bazar d'espionnage, grouillant d'espions, d'agents doubles, d'informateurs et de colporteurs de secrets. Et, comme Dulles le savait, la Suisse était un refuge financier pour la machine de guerre nazie*", résume David Talbot dans "*The Devils Chessboard Allen Dulles, the CIA, and the Rise of Americas Secret Government*".

Et Allen Dulles connaissait bien les principaux acteurs de la place financière Suisse, puisqu'il avait travaillé pour eux ou avec eux chez Sullivan & Cromwell.

Avec son frère John Foster, Allen Dulles a été associé du cabinet d'avocats d'affaires Dulles, Sullivan & Cromwell (dans lequel a aussi travaillé Christine Lagarde avant que sarkoléon ne nous l'inflige comme ministre de l'économie et des finances puis qu'elle dirige le FMI et la BCE), qui représentait de grosses firmes et banques de Wall Street, dont de nombreuses avaient des actifs dans l'industrie Allemande.



La firme représentait également des industries allemandes comme Merck ou IG Farben qui jouait un rôle-clé dans l'effort de guerre du Reich et que Foster Dulles a représentée. Le cabinet a été très actif dans la reconstruction de l'Allemagne après la 1<sup>ère</sup> guerre au moment où les frères Dulles y travaillaient, et John Foster était mouillé jusqu'au cou dans la finance nazie[2].

Comme ses amis financiers de Wall Street, Dulles a longtemps été pro nazis, était antisémite, anticomuniste. Et à Berne, cet individu dont Roosevelt puis Trumann se méfiaient comme de la peste, a continué à défendre les intérêts de ses clients de chez Sullivan & Cromwell.

Annie Lacroix-Riz rappelle dans "La non épuration en France" que "*Dulles occupait l'essentiel de son temps à préparer avec ses amis et vieux partenaires d'affaires hitlériens le Reich du futur, pivot des plans américains pour l'Europe*" et en France, lieu stratégique du débarquement, "*Il finança très généreusement depuis le printemps 1943, pas seulement contre les communistes, contre de Gaulle aussi, la gauche anticomuniste et les vichysto-collaborationnistes*", ces



gens prêts à se retourner une fois de plus, contre l'Allemagne en cette fin de guerre, s'ils y voyaient leur intérêt.



Il est clair que l'ordre économique européen devait rester le même après la guerre que pendant le régime nazi.

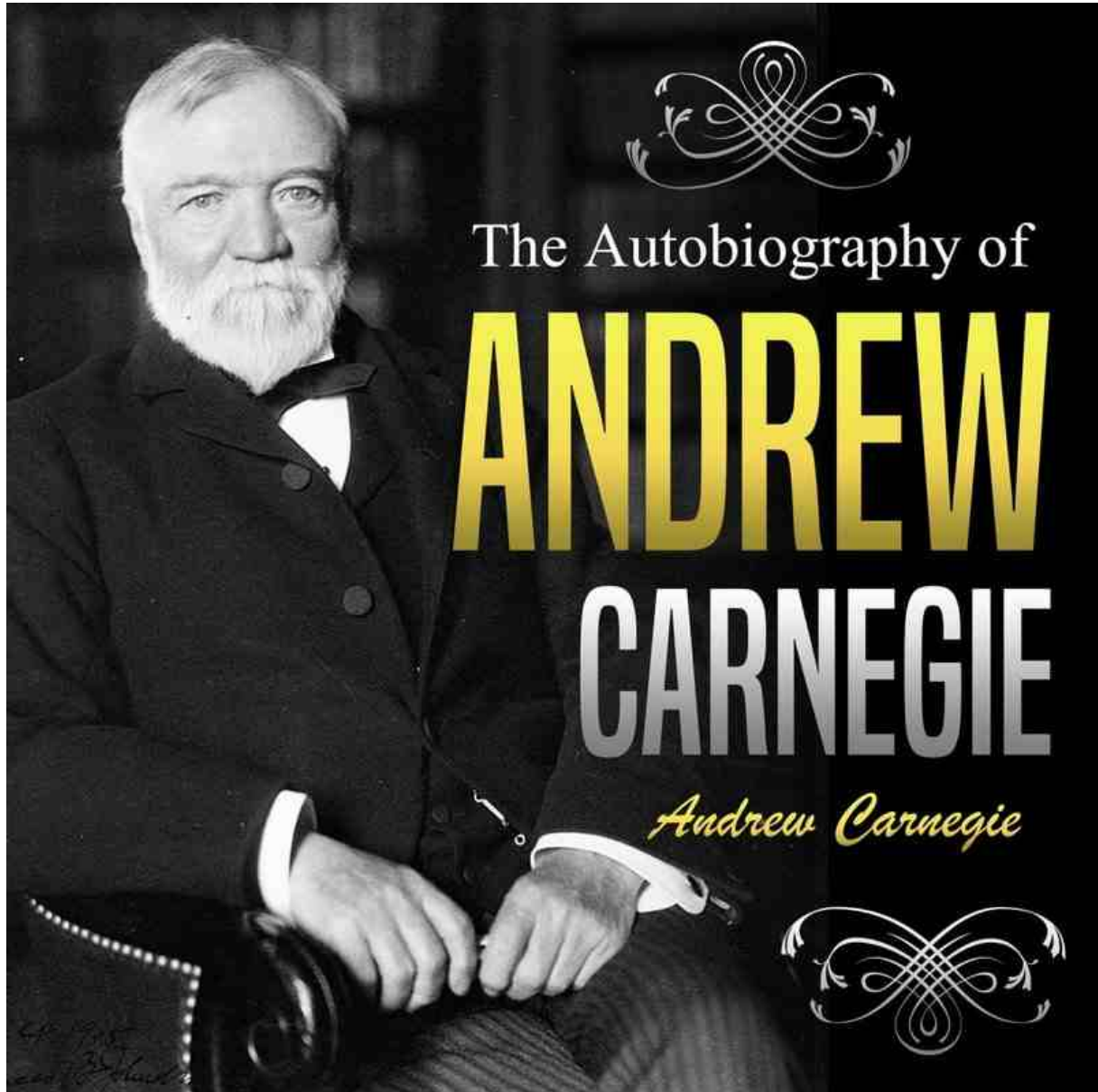
La Banque des Règlements Internationaux créée à Bâle en 1930 [3] dont pas moins de 5 directeurs du temps de la guerre ont été poursuivis pour crimes de guerre, le système de Bretton Woods, la Banque mondiale, le FMI créés en 1945 ont servi à mettre en place un ordre monétaire et économique mondial.

Du côté européen, on a vu dans le chapitre sur la construction européenne à quel point celle-ci a été faite pour répondre aux besoins du capitalisme US, avec l'aide de relais totalement inféodés à Washington comme Jean Monnet, l'ex collabo Antoine Pinay, Guy Mollet ou René Pleven côté français, ou les lobbyistes du Bilderberg dont Pinay et Pleven ont d'ailleurs été parmi les membres fondateurs.





## Domination US par les lobbys



1945 a marqué le début de ce qu'on appellera peut-être plus tard l'ère de la domination des actionnaires. Les choses se sont mises en place progressivement au niveau mondial et européen grâce à un lobbying massif de la part des multinationales et des milieux financiers, en particulier anglo-saxons, appuyés par ces fondations.



Le travail de "soft power" avait déjà commencé depuis le début du XXe siècle, avec la multiplication des "fondations" de capitalistes –la première étant celle du magnat de l'acier Andrew Carnegie- et autres organisations non gouvernementales qui ont propagé la bonne parole auprès des élites politiques et intellectuelles qu'elles ont largement contribué à sélectionner.

Au départ, ce soft power a beaucoup milité pour "la paix", parce que l'antimilitarisme est un concept très acceptable comme l'est aujourd'hui l'écologie. Mais il s'agit en fait d'un emballage : comme avec des poupées gigognes, l'idéologie qui apparaît en premier dissimule d'autres idéologies, d'autres objectifs.

A mesure que les fondations ont pérennisé leurs activités et leurs relations politiques au niveau international, elles sont devenues plus agressives et ont envahi d'autres champs : éducation, comportements sociaux, développement du business. Petit à petit, ces fondations, tout comme divers lobbys capitalistes, se sont emparés de l'organisation de la société toute entière, au niveau national comme international.

*"Tout au long de leur histoire, les Fondations ont été tour à tour ou en même temps initiatrices, partenaires et outils des politiques gouvernementales, qu'il s'agisse des gouvernements américains (au niveau fédéral, des états, des comtés et des villes), ou bien des gouvernements des pays étrangers dans lesquels elles développèrent leur action", [explique Pierre-Yves Saunier dans l'article "Administrer le monde ? Les fondations philanthropiques états-uniennes et la Public Administration, 1930-1960"](#).*



On l'a vu, depuis la fin de la guerre, les Américains mettent franchement leur nez dans la politique nationale en France et en Europe en général. Le plan Marshall qui a jeté les bases de la concurrence libre et non faussée et d'une organisation supra nationale dotée d'importants pouvoirs économiques, a servi à mettre le pied dans la porte. Il n'y avait plus qu'à l'ouvrir grand. Mais depuis le début du XXe siècle, on a assisté à l'émergence d'une sorte d'élite "internationale" censée être apte à diriger nos sociétés.



Cette élite cooptée par les ONG et fondations construit les idéologies dominantes et se charge de les mettre ensuite en application, aussi branlantes et contre-productives soient-elles. Les organisations dites "philanthropiques", appartenant toutes à des industriels ou banquiers, ont décidé au début du XXe siècle d'investir en premier lieu dans l'enseignement supérieur, mais ce processus a été initié dès la fin du XIXe aux Etats-Unis, d'abord dans la "médecine" [4].

La phase d'internationalisation a suivi, renforcée à chaque guerre mondiale grâce au volet "humanitaire" de leur intervention. Cette internationalisation est similaire à la création d'une nouvelle religion internationale, comme le disait HG Wells qui savait de quoi il parlait puisqu'il était membre de la Fabian Society et appelait déjà à constituer un "gouvernement mondial", il s'agissait de créer "un monde politiquement, socialement et économiquement unifié" [5].

Wells ajoutait : *"il est impossible de penser que le monde est sûr et satisfaisant tant qu'il n'existe pas un seul bien commun mondial, empêchant la guerre et contrôlant les forces morales, biologiques et économiques et les gaspillages qui autrement conduisent à des guerres. Et les contrôler dans le sens où la science et la réalisation de l'homme, et le contrôle de ses pouvoirs et de ses possibilités augmentent continuellement"*. Car il faut noter que le déploiement du capitalisme anglo saxon répond parfaitement aux visées eugénistes de HG Wells et de cette élite anglo saxonne.





Pour étendre ce pouvoir sur le monde, les capitalistes américains et anglais ont créé une toile d'araignée qui enserre aujourd'hui le monde entier, constituée de fondations "philanthropiques" et ONG militant dans l'intérêt de la finance et du capitalisme anglo saxon dans tous les domaines : santé, démocratie, éducation, recherche, politique, sport, syndicalisme, environnement, médias ... Celles-ci ont financé des instituts, groupes de recherche, publications et autres travaux allant toujours dans ce même sens des intérêts capitalistes anglo saxons.

*"On nous appelle l'Internationale des Conservateurs"*, déclarait le vice-président du Bundestag Richard Jaeger en 1973, lors de l'ouverture du 22<sup>e</sup> congrès annuel du Centre de documentation et d'information (CEDI dont on a déjà parlé dans le stay-behind en France), "(...) *Nous sommes un mouvement qui s'est fixé comme objectif l'unité de notre continent*", cela *"sur une base chrétienne"*. Et d'ajouter que *"Notre but est l'unification de toute l'Europe, libérée du communisme"* [6].

C'est surtout avec la fondation Rockefeller créée en 1913 qu'a vraiment émergé cette *"diplomatie philanthropique"* dont parle Ludovic Tournès dans *"L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens"* [7].

L'objectif poursuivi par la fondation Rockefeller était de mobiliser *"l'ensemble des savoirs scientifiques (sciences de la nature et sciences sociales) pour établir une science totale de l'homme permettant de gérer les comportements individuels et collectifs. Autrement dit, **créer non seulement un homme nouveau, mais également une société rationnelle gouvernée par la science**"* [8].



Puis le fabricant de voitures Henry Ford a créé sa fondation en 1936, avec l'objectif de modeler le monde selon son idéologie fasciste. Comme on l'a vu, les subventions sont tombées sur les universités, institutions, publications orthodoxes.

Des étudiants triés sur le volet se sont vu payer des séjours de découverte ou des années d'études aux Etats-Unis, avec l'argent des fondations principalement.

Ces fondations, ainsi que celles qui sont apparues plus récemment comme celles de Soros, Gates etc. présentent une série de points communs :



# AMERICA'S MOST WANTED TV!

SEE IT NOW AT YOUR ADMIRAL DEALER'S...

## Admiral 21" TV

COSTS NO MORE THAN OTHER 17" SETS

### \$199<sup>95</sup>

ALL ADMIRAL TV'S BUILT BY THE BEST

Even when the public took its first good look at the advertising value — well, two weeks have been white elephants by comparison! Please couldn't they see in such... conditions were being on the southern shores was about to take to the hills! Now we've got our Admiral team (coming out the sets by the thousands — so there's a pretty good chance for immediate delivery — if you see now!

And what a set you'll be getting! It has Admiral's sensational new Canada Channel... 5 years in development, bringing you the sharpest, clearest, brightest pictures in 41" TV. It has Admiral's exclusive new EX-Dyna-Ray picture tube and a host of advanced engineering features. And it's housed in a smart, compact, rugged cabinet — an amazingly-informed cabinet you'll be proud to own! Be... lucky no more!

Model 2110206 Admiral 21" TV with radio-phonograph in mahogany cabinet priced just \$225. Model Only \$289.95

Model 2110316 Admiral 21" TV with 112 ac. in picture tube... choice of mahogany, walnut or blonde oakwood. 21" TV Canada price just of \$299.95

**FREE!** Paper that TV dealer? See... giving them to find in nearest Admiral dealer!

**Admiral**... WORLD'S LARGEST TELEVISION MANUFACTURER

- La promotion d'un modèle de société basé sur la libre entreprise, avec des notions de paix et de démocratie made in USA.
- Elles s'appuient sur les "sachants", intellectuels.

Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie





- Une action à l'échelle mondiale,
- Une action complémentaire à celle de l'Etat américain. D'ailleurs, des présidents des Etats-Unis sont passés par les conseils d'administration de fondations comme Woodrow Wilson ou William Howard Taft, et les fondations employaient beaucoup d'anciens conseillers politiques ou officiels de la CIA par exemple.
- Elles créent des réseaux ou s'insèrent dans les réseaux existants, notamment celui des organisations internationales : elles financent des projets de l'ONU, de l'OMS, de la Banque Mondiale...

Un rapport de l'ambassade US intitulé "Programme international d'échanges éducatifs" expliquait en 1956 que *"Si les relations belgo-américaines sont demeurées stables dans un monde qui ne l'était pas, si la Belgique a constamment apporté son soutien aux objectifs de la politique étrangère américaine, si des problèmes délicats ont pu être dénoués dans un climat amical, nous pouvons en attribuer les résultats, en partie au moins, à la connaissance qu'ont les dirigeants belges des Etats-Unis et à la confiance qu'ils nous portent à la suite de leur séjour de formation dans nos universités"* [9].

Ces fondations, qu'on peut qualifier de lobbys transnationaux, *"se situent au cœur de l'organisation politique du capitalisme à l'échelle mondiale. Ils contribuent à identifier des problèmes, à leur opposer un langage commun, à clarifier les lignes de forces dans lesquelles ils se situent – et plus prosaïquement, ils constituent un lieu privilégié pour négocier des dossiers de toutes sortes"*, [explique le sociologue Jean-Christophe Graz](#) dans l'article "Qui gouverne ? Le Forum de Davos et le pouvoir informel des clubs d'élites transnationales".



## Une sélection de politiques orthodoxes



En France comme ailleurs, les US ont pris soin de repérer les politiciens qui leur seraient favorables, et de s'assurer que le pouvoir suprême ne risque pas de tomber entre des mains trop à gauche. De Gaulle soi-même est revenu au pouvoir en 1958 par un coup d'Etat, avec l'accord des US [10] : il les avait rassurés quant à la préservation de leurs intérêts en France, l'adhésion de la France à l'OTAN, au marché commun et à l'Europe, etc.. Mais très vite les US ont compris qu'il prendrait des libertés avec ces promesses.

Quand il s'est montré trop éloigné des vues américaines au début des années 60, les US ont cherché à miser sur la génération émergente pour remplacer les hiérarques de la IVe République qu'ils avaient largement soutenus jusque-là, et ont d'ailleurs continué à soutenir (les Pinay, Monnet, Mollet, Schumann, Marjolin piliers du Bilderberg et autres...). Ces gens de droite comme des socialistes ont touché de l'argent en cash de la part des services US, parfois à l'insu des officiels de l'ambassade[11].



Les US avaient aussi des taupes dans l'entourage politique de de Gaulle, comme Jean de la Grandville qui était au ministère des Affaires étrangères responsable des affaires atomiques et spatiales, et qui était un informateur privilégié -et zélé -de l'ambassade US et de la CIA depuis 1964. Dès 1949, la commission Fullbright a eu pour objectif de développer les échanges universitaires entre la France et les Etats-Unis.



Il s'agissait en priorité de réduire l'influence communiste sur les milieux universitaires et intellectuels, mais aussi de repérer les futurs "leaders" qui étaient dans la ligne. Le secrétaire de la commission Fullbright était Gaston Berger, qui a milité pour les idées de droite pro-US dans le monde universitaire<sup>[12]</sup>, quitte à ravager les sciences sociales avec l'appui financier et logistique des fondations US.

Il s'agissait de préparer l'après de Gaulle, qu'ils espéraient rapide, surtout après la sortie de l'OTAN en 66. L'ambassadeur US à Paris James Gavin a ainsi déclaré : "*Nous maintenons des relations avec ceux qui pourraient lui succéder. Par exemple, je vois fréquemment Chaban-Delmas, Mollet, Pflimlin et Mendès France*" et parlait des rendez-vous avec l'ex bras-droit de Monnet le banquier Pierre Uri, avec Pinay et d'autres.



Les US ont donc fait en 1967 une liste de 300 leaders envisageables d'ici deux à trois ans, et à cette occasion avaient repéré Chirac (jeune élu de Corrèze qui avait déjà fait un long séjour aux USA en 1953, et qui était proche de Pompidou) et Balladur notamment à droite, chez les "socialistes" Roland Dumas, Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Charles Hernu, Michel Rocard<sup>[13]</sup>, au centre Jacques Duhamel (père d'Olivier Duhamel qui sera ministre sous Pompidou), Dominique Baudis... Tous pro business, pro Europe, pro OTAN, atlantistes, anticommunistes.



Dans cette liste, les plus "ouverts" aux vues américaines et dont ils pensaient qu'ils allaient jouer un rôle important dans les 20 prochaines années comme Giscard ou Jacques Médecin, ont été invités pour un séjour de plusieurs semaines aux Etats-Unis "*dans le cadre du programme de visiteurs internationaux mis en place par le département d'Etat et l'agence américaine d'information*", explique Vincent Nouzille. Il y a eu aussi quelques syndicalistes et journalistes.



La liste comportait aussi des noms de patrons d'entreprise comme Dassault ou Ambroise Roux (père de l'actuel patron du Medef, Roux de Baizieux), des syndicalistes, des hauts fonctionnaires, des journalistes, et même des curés comme Jean-Marie Lustiger, qui sont cités par Vincent Nouzille dans son livre "Des secrets si bien gardés...".

Des listes sur le même modèle ont été dressées pour d'autres pays, notamment les Pays-Bas, où le Youth Committee a fait en 1969 une liste de 122 noms de la politique, du journalisme, et des leaders des mouvements étudiants. Un quart d'entre eux a obtenu des bourses pour étudier aux Etats-Unis en 1970 [\[14\]](#).



Les US ont aussi nourri des contacts avec les dirigeants de partis d'opposition jugés "conformes": Mitterrand, Lecanuet, Giscard...

Tous leur ont affirmé à la fois leur atlantisme et leur ferveur européenne, donc ultra libérale. La pouponnière du PS de l'époque, le Centre d'Etudes, de



Recherches et d'Education Socialistes (CERES, créé en 1966 par un groupe autour de Chevènement) était déjà franchement orientée à droite. On trouvait dans ce groupe qui a porté la candidature de Mitterrand des gens comme Alain Gomez, inspecteur des finances proche d'Elisabeth Guigou et des réseaux Pasqua qui plaisait beaucoup aux américains et qui deviendra le PDG de Thomson CSF alors nationalisée (avant 1997).

Un conseiller de l'ambassade US à Paris avait écrit à ses supérieurs au sujet de Gomez qu'il "*a dit que la principale tâche de la gauche quand elle sera au pouvoir sera d'injecter un esprit d'efficacité, de compétitivité et de modernité dans l'économie française et le gouvernement*"[\[15\]](#).

De loin, les US ont aussi soutenu l'OAS, les militaires et barbouzes algériens qui ne voulaient pas d'une Algérie algérienne. L'OAS a commis de nombreux attentats là-bas et ici, notamment contre de Gaulle soi-même. Parmi ces militaires, le général Maurice Challe, qui a démissionné de son poste de commandement de l'OTAN en Europe centrale pour protester contre de Gaulle et a pris part en 1961 au putsch manqué des généraux à Alger. On a déjà évoqué cela dans la partie sur la stratégie de la tension, je n'y reviens pas.





Côté "socialistes", Mitterrand et son frère Robert [\[16\]](#) dont on a vu qu'ils n'ont jamais été de gauche, ont rencontré les US à de nombreuses reprises à l'ambassade ou lors d'un voyage aux USA, entre 1965 année de sa première campagne présidentielle et 1967 en préparation des législatives, pour les rassurer sur les vues atlantistes et pro-européennes des socialistes français ainsi que sa volonté de réduire au maximum l'influence du parti communiste.

Vincent Nouzille écrit qu'à cette période, Mitterrand "*devient une sorte de consultant permanent sur la vie politique française*" pour les diplomates US en France.

Des [contacts qui ont repris en 1970 par l'intermédiaire](#) du chef du service politique du Nouvel Observateur, proche de l'ambassade US, qui a invité Mitterrand et le secrétaire de l'ambassade US Allen Holmes dans sa maison de campagne. Avant le Congrès d'Epinay de juin 1971 où il a pris la direction d'une gauche non communiste réunie, Mitterrand a été voir les américains pour leur expliquer son plan qui avait comme principal avantage de contenir les communistes, qui représentaient encore un peu plus de 20% de l'électorat.



Charles Hernu, éminent franc-maçon, a été l'un de leurs informateurs privilégiés depuis la IV<sup>e</sup> République, sur les arcanes de la politique française à "gauche" comme à droite. Il rencontrait régulièrement un agent de la CIA et avec l'ambassade US jusque dans les années 70 au moins. Dans [une interview au magazine Geo en octobre 2010](#) Vincent Nouzille revient sur ce [réseau d'informateurs organisé par les Américains](#) dès le retour au pouvoir de de Gaulle:

*"L'espionnage américain en France a pris de l'ampleur après la création de la CIA, dès 1947. Il ne s'agissait pas seulement d'espionnage, mais aussi d'ingérence : création de Force Ouvrière, financement directs ou indirects de partis politiques, de centres culturels, d'associations, etc. Tout ce qui était non communiste et pas trop nationaliste leur convenait : chrétiens démocrates en Allemagne, démocrates chrétiens en Italie, MRP en France. Antoine Pinay, figure de la droite libérale, ralliait leurs suffrages. (...) Dès 1958, ils renforcèrent leur dispositif d'espionnage en France. Ils s'intéressèrent notamment aux "événements d'Algérie". Ils étaient favorables à l'indépendance parce que de leur*





*point de vue, la guerre d'Algérie empêchait la France de concentrer ses efforts contre l'ennemi soviétique. La CIA était très informée : elle possédait d'honorables correspondants aussi bien dans les hautes sphères de l'état-major qu'au sein de l'OAS".*



*Les objectifs de ces informateurs étaient variables: "D'une part, des éléments antigauillistes de l'armée, tel le général Maurice Challe, qui avait été en poste à l'Otan, pensaient (à tort) qu'ils seraient soutenus, notamment lors de leur putsch avorté d'avril 1961. D'autre part, des diplomates et hommes politiques entretenaient de longue date des contacts avec les Américains. C'est le cas de Charles Hernu qui les informait déjà sous la IVe république. Hernu faisait partie des gens avec lesquels la CIA et les diplomates américains étaient en contact pour savoir ce qui se passait dans les milieux politiques antigauillistes. Dans l'appareil d'Etat, on cherchait une alternative à un de Gaulle jugé de plus en plus antiaméricain."*

*Un autre "socialiste", Christian Pineau, "fait savoir à la Maison-Blanche, via le leader socialiste belge Paul-Henri Spaak, qu'il aurait besoin d'une aide matérielle pour créer une agence de propagande en faveur de l'intégration*



européenne et de l'OTAN", explique Vincent Nouzille dans "[Des secrets si bien gardés](#)". Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents".



Quand sont arrivées les manifestations ouvrières et étudiantes de 1968, les US ont pris contact immédiatement, via l'ambassade à Paris, avec les différents acteurs - étudiants compris. Et ceux-ci n'y voyaient aucun inconvénient. Les US ont vu ce mouvement étudiant comme éloigné des valeurs communistes, ce qui était le cas, et ont plutôt cherché à l'instrumentaliser pour mettre de Gaulle en difficulté. Ils mettent même en place le France Watch Group, pour se tenir au courant en temps réel des événements.

L'ambassadeur US Schriver a envoyé ses agents dans le mouvement étudiant, et ouvrait la porte de son domicile aux militants qui y tenaient réunion. L'objectif était pour eux de favoriser l'agitation tout en évitant qu'elle ne vire trop à gauche. Parmi leurs informateurs lors du printemps 68, il y avait aussi des responsables de la DST, la surveillance du territoire, franchement anticomunistes, qui craignaient plus que tout de voir l'URSS prendre le pouvoir à l'occasion des grèves massives dans les usines.



Pour la présidentielle de 1969, les US avaient principalement misé sur le centriste et fan de l'Europe supranationale Alain Poher, mais le vainqueur fut Pompidou, qui avait pour slogan de campagne "le changement dans la continuité" (il était 1<sup>er</sup> ministre de de Gaulle quelques mois plus tôt), était passé par la banque Rothschild et avait des positions franchement anticommunistes [\[17\]](#).

Pompidou était en contact avec les US depuis les années 50, notamment via son ami Cecil Lyon, numéro deux de l'ambassade américaine à Paris de 58 à 63 [\[18\]](#). Il leur a tenu le discours habituel : il soutenait le marché commun et l'Europe, voulait renforcer les relations transatlantiques etc. Il se posait même en 68-69 comme l'alternative à la fois à une dictature militaire et aux communistes. Les US étaient absolument ravis mais sont restés discrets.

Dès 1970, la coopération militaire franco-US ainsi que la collaboration de la France avec l'OTAN ont été grandement renforcées. Kissinger faisait partie des membres du staff US lors des discussions à ce sujet. L'affaire de l'armée européenne si chère aux US est très vite revenue sur le tapis. Bien évidemment, cette pseudo "armée européenne" est en fait un OTAN européen financé à 100% par l'Europe.



Au fil des années 70, les états-majors US et français coopèrent de plus en plus. Les US fournissent ainsi une assistance technique pour la fabrication d'armement de pointe, puis en matière stratégique. Pompidou est mort en 1974 d'une maladie foudroyante rare mais que beaucoup de chefs d'Etat ont attrapée, et les socialistes, déjà proche des US comme on le sait, ont à leur tour renforcé les liens avec l'équipe du président US Carter. Ce fut notamment l'œuvre de l'aile droite des "socialistes", avec des gens comme Michel Rocard ou Jacques Attali.

En 1974, le favori des US était Giscard, qui a remporté les élections. « *Parmi les prétendants, il représente le meilleur espoir d'une amélioration des relations franco-américaines* », avait déclaré l'ambassadeur John Irwin. Il présentait de nombreux gages: outre son dogmatisme néo libéral, son père a été président du Comité France- Amérique et un de ses frères était un pilier du Bilderberg. Il fut élu.



Puis quand la "gauche" mitterrandienne est arrivée sur le trône républicain en 1981, il s'est empressé lui aussi de donner des gages à ses vieux amis : le 24 mai il a annoncé à Helmut Schmidt le chancelier d'Allemagne de l'ouest, qu'il était tout à fait d'accord pour que la France héberge sur son sol des missiles US Pershing alors qu'il s'était positionné contre en 1980 à l'Assemblée.

Mitterrand a tout de même été forcé de mettre au gouvernement quatre ministres communistes puisqu'il avait aussi été élu grâce aux voix communistes, mais le jour même il a reçu Bush 1<sup>er</sup> à l'Élysée pour leur expliquer que tout cela n'était que de la politique et qu'il n'était ouvert aux communistes que par opportunisme[19].



Il a pris à ses côtés François de Grossouvre, responsable du stay-behind en France depuis les années 50 dont on a déjà parlé dans la partie sur le stay-behind en France, qui était en contact régulier avec Georges Albertini, un conseiller de la banque Worms et collabo qui a travaillé avec Laval à Vichy puis est devenu conseiller des milieux de droite grâce à sa proximité avec Pompidou, et qui était très proche de la CIA au point de leur faire des rapports réguliers sur la situation politique française à l'époque Mitterrand. Comme il l'avait quelques années plus tôt.



Albertini était aussi un « honorable correspondant » du SDECE, qui entretenait son propre réseau d'informateurs.

Puis ce fut Chirac, puis Sarkoléon qui a réintégré la France à l'OTAN, flamby, et enfin comble de la soumission de la France aux intérêts US, le micron.



## Le Cercle Pinay



En 1969, à la suite de quelques réunions pilotées par les US, notamment par Kissinger et David Rockefeller président de la Chase Manhattan Bank, ce groupuscule a été constitué pour raviver la lutte anticommuniste sur les plans idéologique et politique, ainsi que la construction de l'Europe. A la manœuvre



derrière la création du "Cercle Pinay", appelé aussi "Le Cercle" ou "Cercle Violet", on trouve Antoine Pinay, ministre des Finances proche du CNPF (ancêtre du Medef) et aussi Jean Violet, un personnage fermement anti communiste situé au croisement de multiples affaires d'ordre politico-financier et au carnet d'adresses bien rempli.

L'avocat "d'affaires" Jean Violet a été dans les années 30 membre du groupe d'extrême droite la Cagoule, a été arrêté pour collaboration après la guerre puis relâché sur "ordre d'en haut". Il est ensuite devenu avocat, très proche du pouvoir politique (notamment de Pinay qu'il rencontre en 1951) et de l'Opus Dei. A la fin des années 40, Violet est devenu de manière officieuse observateur du Vatican auprès de la commission du droit international de l'ONU.

A partir de 1952 Violet a également été conseiller de l'ex pétainiste et co-fondateur du Bilderberg Antoine Pinay, et a contribué à resserrer les liens avec les politiques allemands qui cherchaient à construire l'Europe et la Communauté européenne de Défense, c'est-à-dire une armée européenne[20], ainsi qu'avec l'Espagne franquiste. Ceci, dans le contexte des tentatives fort prématurées de mettre en place une Communauté Européenne de Défense[21].





Dès 1955, Violet a été rémunéré comme correspondant du SDECE sur recommandation d'Antoine Pinay.

En lien avec le Vatican, l'extrême-droite, les US, Violet était aussi impliqué dans un obscur groupuscule appelé Sint Unum : *"Il appartient à des structures quasi clandestines, comme le Sint Unum, une association qu'il a créée et qui travaille en liaison avec la représentation du Saint-Siège à l'ONU et avec le cardinal Tardini au Vatican. Elle regroupe des hommes aussi différents qu'Antoine Pinay, le démocrate-chrétien allemand Franz-Josef Strauss, dit "le Taureau bavarois", les généraux Grossin et Gehlen, des Français et des Allemands ayant joué un rôle important dans la poursuite de la réconciliation franco-allemande lors du retour du général de Gaulle aux affaires. Avec l'appui de Henry Kissinger, Sint Unum s'illustre au cours des années 1970 dans la négociation de la "troisième corbeille" des accords d'Helsinki, qui prévoit la libre circulation des hommes et dont les Soviétiques ne se remettront jamais", écrit Frédéric Charpier dans "La CIA en France".*



Sint Unum était financé notamment par l'industriel du ciment Carlo Pesenti, membre de la P2 et proche de la mafia, avec lequel Violet était aussi impliqué dans une affaire dont on va reparler plus tard : l'affaire dite des avions renifleurs, censés repérer le pétrole profond dans le sol par un simple survol, qui a abouti à l'évaporation de millions de francs d'argent public. Pesenti était aussi le chef de Sint Unum et Violet en était le secrétaire général, d'après un mémorandum de Kissinger en 1970 [22]. A priori, il s'agissait d'ouvrir un canal discret entre divers services de renseignements tels que le BND de Gehlen, la CIA ou le SDECE, et le Vatican.

Notons que Violet était jusqu'en 1966 un agent rémunéré du BND de Reinhard Gehlen, lui-même directement piloté par la CIA, comme on l'a vu dans l'épisode sur le Gladio allemand, tout en travaillant pour le SDECE, alors dirigé par le général Paul Grossin, franc-maçon et membre de la SFIO depuis la fin de la guerre, nommé à la tête du SDECE en 1957.



☰ Slate 🔍

Histoire / Allemagne

## Reinhard Gehlen, ou comment un ancien officier nazi a créé le service de renseignement extérieur allemand

Temps de lecture : 2 min

Réperté par [Annabelle Georgen](#) — 2 avril 2016 à 14h19

[f](#) [t](#) [in](#) [m](#) [w](#)



Reinhard Gehlen / Bundesarchiv, Bild 183-17237-0001 / CC-BY-SA 3.0

Selon [Frédéric Charprier](#) dans "[La CIA en France](#)", c'est Violet qui a créé Sint unum, structure secrète "qui travaille en liaison avec la représentation du Saint-Siège à l'ONU [où travaillait Violet, ndla] et avec le cardinal Tardini au Vatican" dont Grossin comme Gehlen étaient membres. Différents observateurs considèrent que [certaines des actions du Cercle relevaient du plan](#) mis en œuvre par Sint Unum.



Selon Eric Lebec, auteur de "Histoire Secrète de la Diplomatie Vaticane", qui a été membre de Sint Unum, le groupuscule aurait "joué un rôle important dans le maintien de la réconciliation entre la France et l'Allemagne au moment de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle", et était un "outil" pour le Vatican. Il avait des membres à la représentation du Vatican à l'ONU, d'autres étaient directement au Vatican. Le groupuscule aurait cessé ses activités après la mort de Jean Violet.

C'était aussi l'objectif de ce cercle Pinay qui s'est ouvert rapidement aux intérêts atlantistes, et qui était à l'image de Jean Violet au carrefour de nombreux groupes d'intérêts, lobbys, clubs et autres groupuscules élitistes, atlantistes et pro européens tels que l'Opus Dei, le Bilderberg, la loge italienne P2, la Fondation Heritage, la World anti-Communist League et bien-sûr un certain nombre de services de renseignements tels que la CIA, les MI-5 et la MI-6, le SDECE, le SISMI italien, les renseignements militaires suisses...





*"Le premier participant des Etats-Unis fut David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank et l'un des hommes d'affaires les plus influents dans les coulisses de la scène politique de Washington. Sa relation étroite avec Henry Kissinger dotait Le Cercle d'un accès privilégié au nouveau président américain Richard Nixon [...] Dans les années 70, Le Cercle devint le pivot d'une diplomatie parallèle visant à contrer la politique des gouvernements occidentaux jugée trop conciliante vis-à-vis du communisme", explique Johannes Großmann dans l'article "L'Internationale des Conservateurs". Cercles d'élites transnationaux, diplomatie informelle et biographies croisées en Europe occidentale depuis 1945".*



Pour montrer son influence, [un document de la CIA datant de juillet 1969](#) déclassifié tout récemment relate une réunion du Cercle lors d'un dîner de David Rockefeller le 2 juillet 1969 à New York, auquel Violet était présent, avec le 1<sup>er</sup> ministre italien Giulio Andreotti qui d'après certains était aussi le



vrai patron de la loge mafieuse Propaganda Due, Otto Von Habsburg co-fondateur du Bilderberg, Antoine Pinay (qui avait fait [entrer Violet dans la délégation française à l'ONU](#) en 1955), Carlo Pesenti ou encore le déjà incontournable Henry Kissinger. Au cours de ce dîner centré sur la "menace" communiste de plus en plus grande selon eux, Violet a beaucoup pris la parole.

Les invités ont passé en revue les différentes questions géopolitiques du moment concernant l'Europe et l'URSS, abordé l'immense potentiel du développement de la "coopération entre les Etats-Unis et l'Europe", et chacun a passé en revue la situation de son pays vis-à-vis des préoccupations atlantistes. Il a été noté lors de ce dîner que Kissinger restait en contact avec les "invités", les membres du cercle Pinay donc, par l'intermédiaire du banquier David Rockefeller.

Plusieurs des individus présents ce jour-là étaient des membres de l'Opus Dei : Jean Violet, Otto Von Habsbourg, Giulio Andreotti et son ami l'industriel Carlo Pesenti a minima. Tous ces gens ont [rejoint le "cercle Pinay"](#).



De nombreux politiques "conservateurs" qui furent en général des collabos pendant la guerre voire franchement des nazis, étaient liés à ce "Cercle Pinay".



Outre les piliers déjà cités, il y avait aussi les allemands Konrad Adenauer et Franz Josef Strauß, l'espagnol, ex franquiste Manuel Fraga Iribarne, le belge Paul vanden Boeynants, le général General Antonio de Spínola qui soutenait Salazar au Portugal, Chirac, Margaret Thatcher ou encore Ronald Reagan... Et Le Cercle a évidemment favorisé la carrière de ses affidés. Force est de constater que c'est ce courant politico-économique qui triomphe en occident jusqu'à présent.

Le Cercle, resté très secret jusque dans les années 80, cooptait les politiques favorables à la ligne US, et finançait d'autres lobbys comme l'Institut pour l'Étude des Conflits de Brian Crozier à Londres, qui éditait la revue Le Monde des Conflits, financée par de l'argent issu des services secrets sud-africains, et à la réalisation de laquelle contribuait notamment Georges Albertini [23].



Le "Cercle" finançait allègrement des "études" à visées anticomunistes, pro européennes, ultra-libérales... *"Les travaux s'adressent essentiellement aux cadres et aux hauts responsables des organisations nationales et supranationales s'occupant de défense et de stratégie économique, ainsi qu'aux*





*organes de décision gouvernementaux ou patronaux. L'OTAN, la CEE, les ministères de la Défense et de l'Intérieur des pays de l'Alliance atlantique et plusieurs officines spécialisées reçoivent le résultat de ces études mensuellement et parfois à un rythme plus accéléré, dans la revue Conflict Studies, et dans des rapports spéciaux (ISC Special Reports)." explique Frédéric Laurent dans "L'Orchestre Noir".*

Ladite revue ISC collaborait avec d'autres revues d'extrême-droite, parfois moins confidentielles comme Le Monde Moderne.

On retrouve aussi plusieurs membres du Cercle, notamment Jean Violet et Carlo Pesenti, dans l'affaire des avions renifleurs, qui a vu s'évaporer autour de 340 millions de francs sur 800 millions engagés dans l'affaire, dans les années 70. A partir des années 80, plusieurs dirigeants du Cercle étaient des agents du MI6 ou des proches des Rothschild, comme les politiciens conservateurs Julian Amery et Jonathan Aitken, Lord Lamont ou Lord Lothian.



Ce groupe aurait fortement contribué à la chute du gouvernement Heath en Angleterre, ainsi qu'à faire élire Thatcher. Il a soutenu les campagnes de nombreux candidats conservateurs, en propagande et lobbying comme en financement[24], comme celles de Chirac en 81 ou de l'Allemand Franz Josef



Strauss, qui a perdu les élections internes à la CDU face à Helmut Kohl. Strauss était très à droite, et très proche des US. En 1955, il est venu à la réunion du Bilderberg en Bavière avec Reinard Gehlen[25].

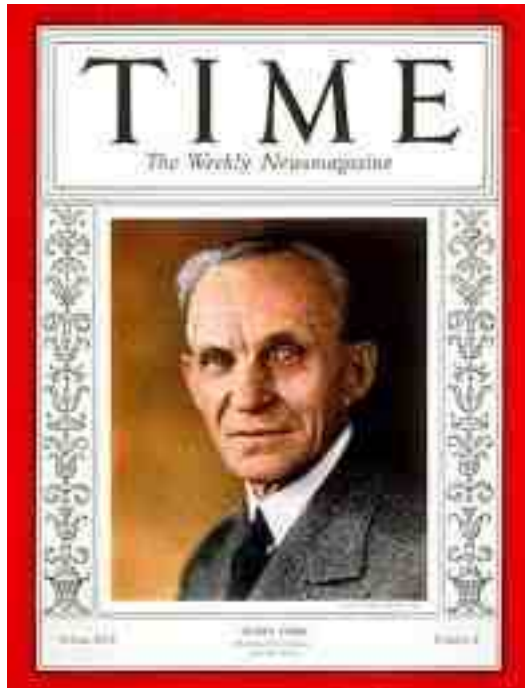
Le Cercle a connu des difficultés avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, et avec les affaires des avions renifleurs, de la Banque Ambrosiano et de la loge P2 en 81-83, en raison des liens évidents entre le Cercle et ces structures.

Selon des documents sortis lors de l'éclatement du scandale Gladio en Italie puis en Europe en 1990, le cercle Pinay était la branche politique d'une structure créée par l'ex nazi devenu chef des renseignements allemands après la guerre, Reinhard Gehlen, appelée la "Private Intelligence Unit".

Il s'agissait en tout cas d'une structure commune à une nébuleuse de groupes d'extrême-droite pro OTAN, pro Europe, pro Américains et ultra capitalistes. On reparlera du Cercle dans la partie sur les réseaux pédocriminels, parce qu'il avait des liens avec tout un tas de groupes politiques et de lobbys d'extrême-droite dont le point commun était d'être à la fois atlantistes et pro-Europe, et qu'en Belgique ces groupes étaient impliqués jusqu'au cou aussi bien dans le stay-behind que dans le réseau pédocriminel. Ce qui amène évidemment à s'interroger sur les liens réciproques[26].



## La fondation Rockefeller et la fondation Ford



On ne va pas revenir en détail sur ces deux organisations dont on a déjà beaucoup parlé dans les parties sur la guerre, l'Europe et le stay-behind. On va surtout voir ici leur influence sur l'enseignement supérieur et par conséquent :

- Le cadrage, la formalisation des sciences, y compris les sciences humaines et sociales,
- La structuration des filières universitaires,
- La sélection des futures élites. Ce sont par exemple ces fondations qui ont construit la discipline de "public administration", la gestion des affaires publiques, dès les années 30 [27] (Cette institutionnalisation de la technocratie était au départ fondée sur la stratégie de "séparer l'administration de la politique" selon les mots de Woodrow Wilson).

Via des financements US, la collaboration des universités avec les industriels a été grandement renforcée en Europe dès la Première Guerre mondiale. Dans "[The Open conspiracy](#)" paru en 1928, HG Wells explique que son nouvel ordre mondial peut être atteint en développant une forme de religion moderne du progrès perpétuel, et mis en place "à partir d'une simple campagne de propagande et d'une simple protestation de résistance contre le militarisme contemporain [c'est-à-dire les Etats nations, ndla] à l'intérieur d'une préfiguration organisée de la recherche, la publicité et l'expérimentation de



*reconstructions éducatives, économiques et politiques*" et une grande "Pax Mundi".

On dirait une description de l'activité des fondations dites philanthropiques. Le but, selon HG Wells, était que les gouvernements des Etats se trouvent seulement "*en position d'administrateurs pour le plus grand gouvernement*", celui qui surplombe toute la planète.

#### The American Rockies.... Five Rockefeller brothers get togeth

UNITED STATES - NOVEMBER 29: The American Rockies.... Five Rockefeller brothers get together for first time in seven years to be honored by National Institute of Social Sciences at Plaza Hotel dinner. L. to r.: David, 52, president of Chase Manhattan Bank; Nelson, 59, governor of New York; Winthrop, 55, governor of Arkansas; Laurance, 57, head of LBJ's Citizens' Advisory Committee on Recreation and Natural Beauty; John D. Rockefeller 3d, chairman of Rockefeller Foundation., (Photo by Bill Quinn/NY Daily News Archive via Getty Images)



Les premières facultés de "science" économique ont été créés au début du XXe siècle chez les anglo-US, avec notamment le Harvard Committee of Economic



Research créé en 1917 et la Brooking Institution en 1927. "Dès 1924, le *Laura Spelman Rockefeller Memorial* a envisagé la subvention d'un institut parisien ; mais entre le projet et sa concrétisation, il s'écoulera plus de huit ans, de sorte que l'*ISRES* [Institut Scientifique de recherches économiques et sociales] n'est créé qu'en octobre 1933 ; la fondation Rockefeller lui accorde un financement de 350 000 dollars qui couvrira la quasi-totalité de ses frais de fonctionnement jusqu'en 1940" explique Ludovic Tournès[28].

Pour donner un exemple, entre 1920 et 1940 la fondation Rockefeller a financé la création de l'école d'infirmières et la faculté de médecine de Lyon parce qu'un réseau "philanthropique" d'industriels franco-US dans la veine hygiéniste avait été mis en place depuis la Première Guerre. C'est à partir de cette école qu'est élaboré le programme de formation des infirmières, généralisé dans tout le pays avec le diplôme d'état créé en 1922 [29].

Concernant la médecine, l'objectif était l'intégration de l'hôpital, de la faculté de médecine et des laboratoires, comme cela se faisait déjà aux Etats-Unis.



En Grande-Bretagne, la fondation Rockefeller a financé la création du premier centre de recherches en sciences sociales, le Nuffield College créé par Lord Nuffield (un autre "philanthrope" proche des US) en 1937 à Oxford ou encore celle du National Institute of Economic and Social Research qui passe pour le "plus ancien institut de recherche indépendant d'Angleterre" créé en 1938.



En Allemagne où elle a mis une pause à ses investissements dans la recherche et les universités au cours des années 30, la fondation Rockefeller a vivement repris ses activités dès 1945. Elle a beaucoup investi dans des universités, notamment l'Université Libre de Berlin créée en 1948, en quoi elle a été rejointe dès 1951 par la fondation Ford.

Alfred Kinsey With His Family

American sexuality researcher Alfred Kinsey (1894 - 1956) sits at a desk, surrounded by his family in Bloomington, Indiana, circa 1953. L-R: Daughter Joan Reid, his wife, his son Bruce, son-in-law Warren Corning, daughter Anne Corning and son-in-law Dr. Robert Reid. (Photo by Hulton Archive/Getty Images)



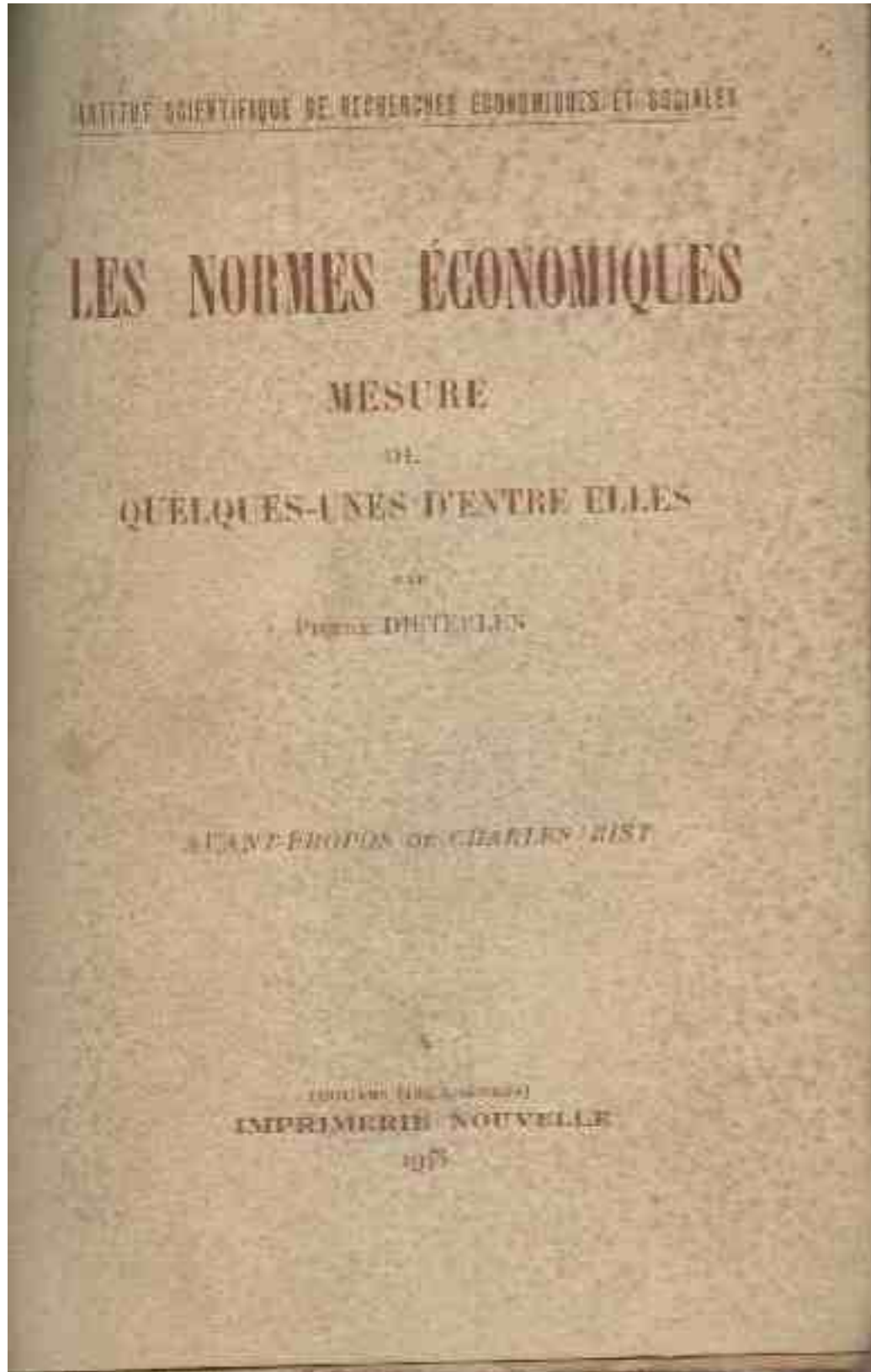
C'est encore elle qui a largement financé Alfred Kinsey, l'inventeur de l'"éducation sexuelle" et ses travaux sur la sexualité qui comprenaient des viols d'enfants[30]. C'est le planning familial, également financée par Rockefeller, qui a répandu ces théories de la sexualité des enfants qui ont bien failli s'imposer dans les années 80 et reviennent par la fenêtre avec cette fameuse "éducation sexuelle" poussée par l'UNESCO et consorts. Elle a aussi financé les



études hygiénistes, dont les tendances eugénistes étaient plus ou moins évidentes, comme on l'a vu ailleurs.

En France la fondation Rockefeller a aussi largement modelé les sciences sociales et contribué à rendre incontournable des universitaires alignés sur les vues du capitalisme US, comme l'économiste Charles Rist sous-gouverneur de la banque de France depuis 1926, qui prétendait appliquer des méthodes scientifiques à l'économie.

La Rockefeller a notamment permis la création en 1933 et le démarrage de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES) de Rist, qui a vite donné le "la" en matière de "pensée" économique en France, en la déconnectant de toute réalité de terrain puisqu'elle devenait une science totalement empirique basée sur des statistiques qui servaient surtout à donner un vernis rationnel à bon nombre d'élucubrations libérales, puis néo libérales.







Objectif affiché de cet institut : *"faire progresser l'emploi des méthodes scientifiques dans l'étude des phénomènes économiques et sociaux (prix, salaires, crises...) en soumettant ces phénomènes à une observation et à une élaboration scientifique"*, de manière totalement indépendante bien évidemment. Il possédait aussi la seule importante bibliothèque en matière économique à Paris, où venaient tous les amateurs de cette discipline créée à coups de subventions US, et a agi comme un lobby cherchant à influencer les milieux politiques.

Un autre élément important est l'approche "internationale" de la vision économique de cet institut, comme l'explique Ludovic Tournès : *"l'ISRES est en effet l'un des premiers lieux en France où se construit une vision internationale de l'économie alors largement absente du paysage universitaire et politique. Elle est affirmée dès les Tableaux de l'économie française (1910-1934), dans lesquels les données françaises sont systématiquement comparées aux données internationales. Elle se retrouve dans L'activité économique, dont la première partie est toujours consacrée à l'analyse comparée de la conjoncture dans les grands pays industrialisés."*

*On peut y voir la patte de Ch. Rist, largement ouvert depuis la décennie précédente sur l'international. Mais il faut aussi souligner le rôle de ses collaborateurs principaux qui ont, par son intermédiaire, obtenu de la fondation Rockefeller des bourses de voyages individuelles en plus du financement de l'institut : c'est le cas de Ph. Schwob et R. Marjolin, mais aussi d'Henry Laufenburger qui obtient en 1935 une bourse pour visiter les instituts de recherches économiques en Angleterre, Italie, Allemagne, Autriche, Danemark, Suède et Norvège"*



La fondation Rockefeller a aussi financé le sociologue Célestin Bouglé, Robert Marjolin qui a eu sa bourse Rockefeller en 1932, ou l'hélas incontournable politologue Raymond Aron, fondateur du Congrès pour la Liberté de la Culture qui diffusait la propagande atlantiste avec l'argent de la CIA.

On notera que Raymond Aron, biberonné aux dollars des fondations depuis ses études dans les années 30, a aussi bénéficié de l'argent de la fondation Ford, notamment pour la création en 1960 de son Centre de Sociologie Européenne.

Aron a aussi créé le "Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés" ou CIEL, une officine anti-communiste proche du mouvement Paix et Liberté (également anti-communiste et financé par la CIA) qui réunissait des "intellectuels" militants pour le système atlantiste tels que Eugene Ionesco, Jean-Marie Domenach, Philippe Sollers.



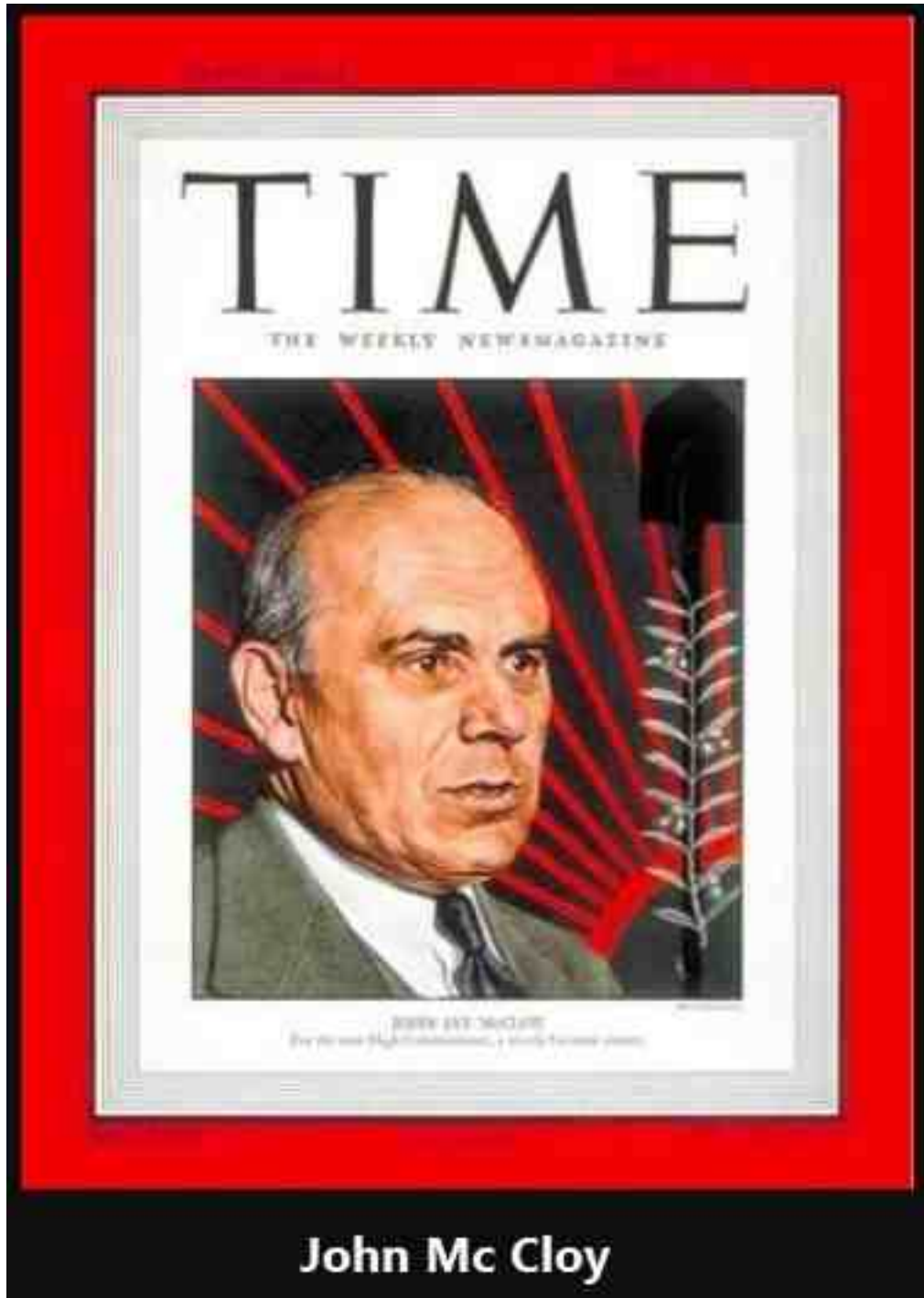
La fondation Rockefeller et la fondation Ford, comme d'autres d'ailleurs, fonctionnaient en coordination avec la CIA et il existe beaucoup d'exemples dans lesquels ses responsables ont consulté le gouvernement ou la CIA avant de débloquent une subvention. Par ailleurs, de nombreux officiels ont défilé à son conseil d'administration comme l'avocat d'affaires et banquier John McCloy. Son parcours est d'ailleurs assez révélateur de la consanguinité entre les fondations et les renseignements US.

De 1947 à 1949, après avoir contribué à créer l'OSS, McCloy était président de la toute nouvelle Banque Mondiale et membre du conseil d'administration de la fondation Rockefeller. En 1949 il a été nommé Haut-Commissaire US en Allemagne où il a supervisé la création de la République Fédérale d'Allemagne et assuré la fuite de milliers de nazis. Après ça il est allé bosser dans le privé pour diriger la Chase Manhattan Bank de 1953 à 1960 [\[31\]](#).

De 1954 à 1970 il a présidé le Council on Foreign Relations (dont on va reparler) jusqu'à ce que David Rockefeller le remplace, et de 58 à 65 il était à



la fondation Ford tant que spécialiste de l'Europe, avant de diriger son conseil d'administration.



McCloy qui faisait discrètement partie de cette petite élite politique appelée l'establishment et son second en Allemagne Shepard Stone qui a été directeur

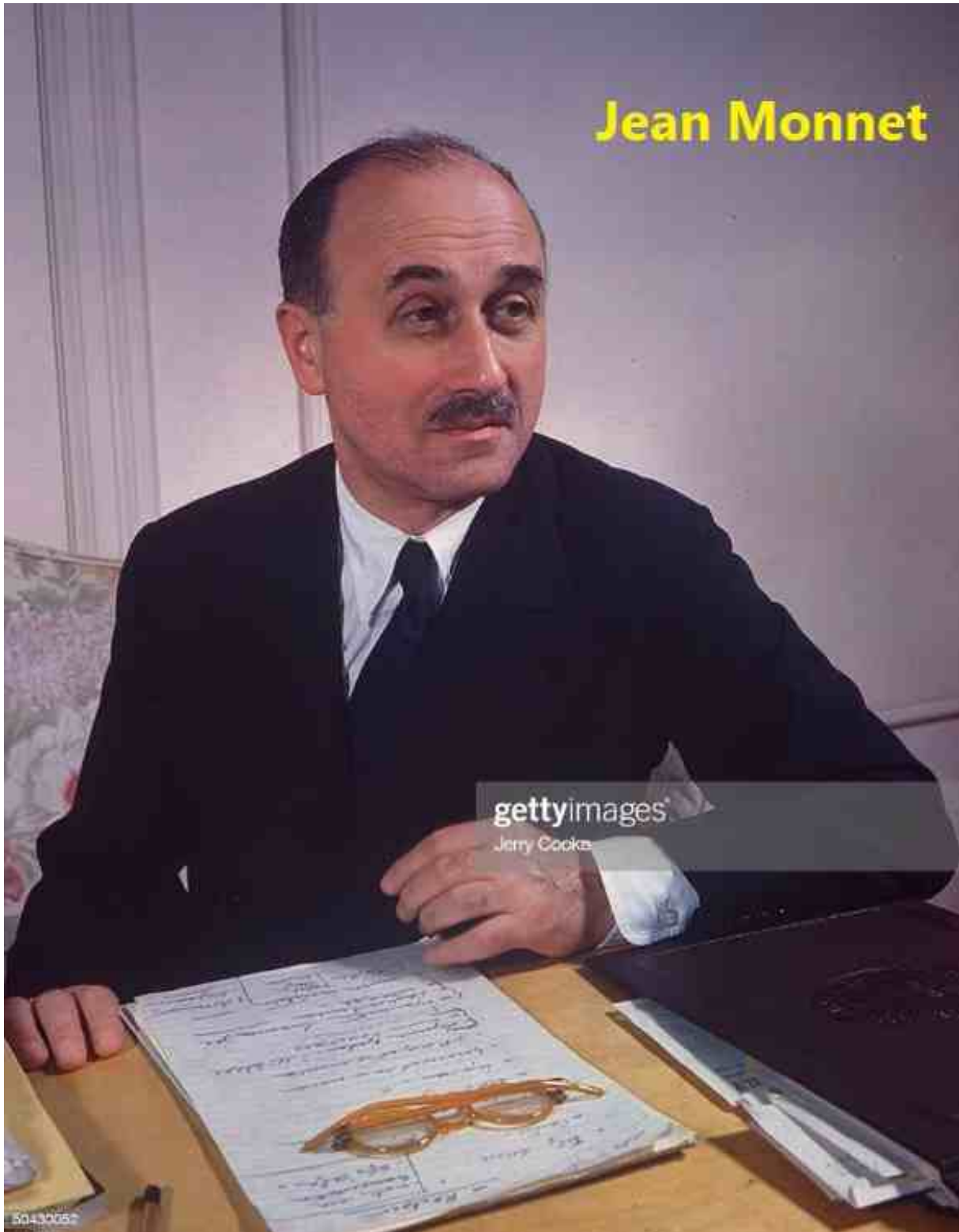


des affaires internationales de la Fondation Ford de 1952 à 1967, ont carrément rédigé des passages entiers des premiers textes européens, notamment le traité qui a créé la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), et ont été à la manœuvre dans la création de la RFA, et la mise en place du plan Marshall ainsi que de l'OTAN.

La fondation Ford, créée en 1936 mais d'abord cantonnée au sol américain, s'est targuée de "l'avancement du bien-être humain" à partir des années 50, et s'est développée en Europe. On y retrouvait Richard Bissell qui a été directeur de l'OSS puis bras droit d'Allen Dulles à la CIA, avant de rejoindre la fondation qu'il a dirigée de 1952 à 1954. Il a alors été remplacé par John McCloy qui a présidé la fondation Ford de 1958 à 1965.

A cette époque, la fondation avait pour président un dénommé Horace Rowan Gaither, nommé à la mort d'Henri et Edsel Ford pour donner une nouvelle dynamique à la fondation. Il s'agissait d'un fin connaisseur des enjeux géostratégiques puisqu'il avait contribué à mettre en place et dirigé la Rand Corporation, et dont l'objectif était de mettre les sciences sociales au service des intérêts de ce qu'il appelait "la nation".

De 1952 à 1967 Shepard Stone dirigeait les affaires internationales de la fondation Ford et construit avec McCloy le Programme des Affaires Internationales de la fondation [32]. En 1966, c'est McGeorge Bundy, conseiller en sécurité de plusieurs présidents, ex doyen d'Harvard et membre du CFR, qui est élu président de la fondation Ford et y restera jusqu'en 1979. Tous ont grandement œuvré à "renforcer la coopération" transatlantique. Des individus comme Monnet, des universités, des intellectuels, ont bénéficié de leurs largesses.



En 1952, McCloy et Stone, alors tous deux à la fondation Ford, ont décidé qu'elle devrait "*sponsoriser la création de plusieurs instituts de recherche sur les*

Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



*problématiques de la Communauté Européenne"* [33]. On l'a vu, la fondation Ford n'a pas lésiné sur les financements à des activités en faveur de la construction européenne, notamment celles de Jean Monnet. Ces fondations aussi financé les "études européennes", tout aussi bidons puisque la seule position admise est la béatitude totale face à l'œuvre bienfaitrice de l'Europe et de nombreux "instituts" qui étaient en réalité des think tank ou des lobbys pro europe.

A partir de 1958 des versements ont été faits à la Fondation Nationale des Sciences Politiques (250.000\$ cette année-là): il s'agit de la fondation privée, créée dès 1945, pour gérer l'IEP de Paris, Sciences Po, et a une influence sur tous les IEP de France. Dans les années 60 le Centre d'Études des Relations Internationales a aussi reçu des dons.

En Italie aussi, où le parti communiste est resté puissant jusqu'à la fin des années 60, la fondation Rockefeller suivie de la fondation Ford, ont investi dans les sciences humaines et sociales avec comme priorité de lutter contre les idées de gauche, en particulier celles de tendance marxiste qui représentaient un courant important dans les universités. Ces investissements dans des instituts, centres de recherche fonctionnant davantage comme des lobbys et dans l'enseignement supérieur ont aussi servi à sélectionner les futures élites politiques, orthodoxes comme il se doit.

En Allemagne la fondation Ford a donné un bâtiment à l'Université Libre de Berlin dès 1945, elle a financé de nombreuses bourses d'étude. McCloy et Stone ont aussi incité de grands noms de l'industrie allemande comme les Krupp ou les Thyssen, compromis jusqu'au cou dans le nazisme, à créer des fondations pour blanchir leur image vis-à-vis de l'opinion publique.



Mais son influence était aussi prépondérante aux Etats-Unis, où *"La Fondation Ford est un laboratoire où s'expérimentent des solutions de type réformiste aux problèmes sociaux urbains de l'Amérique des années 1960, en même temps qu'un vivier où sont recrutés les acteurs des politiques gouvernementales, et l'abri où ils se replient quand les grands programmes fédéraux sont redessinés par l'administration Nixon"* selon l'historien Pierre-Yves Saunier [34].

Tout ce travail était destiné à créer puis consolider et développer des réseaux pro américains bien implantés dans les structures étatiques et économiques des pays européens. Comment penser le capitalisme et ses conséquences, quand ces mêmes capitalistes financent les recherches et publications "scientifiques" sur le sujet, et qu'elles ont même structuré les disciplines universitaires censées organiser ces recherches ?

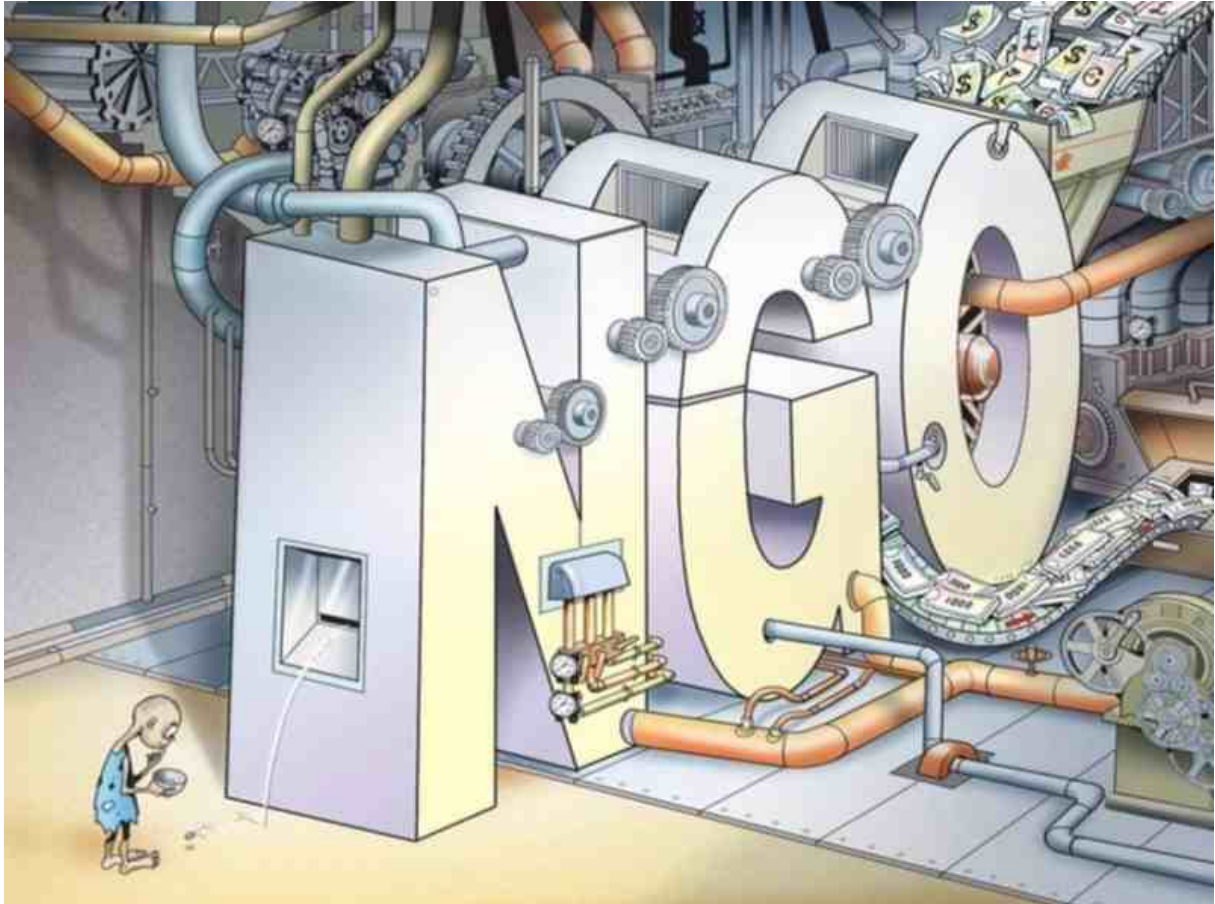
Comment faire la part des choses entre la réalité et la propagande quand la réalité "scientifique" est écrite comme l'est un slogan commercial, à l'aune d'opinions et positionnements politiques tout sauf neutres ?

On ne peut pas être exhaustif sur l'influence des fondations Rockefeller et Ford sur la politique mondiale en général, et Européenne en particulier, mais il s'agissait de rappeler qu'elles ont totalement formaté la vie sociale, politique, culturelle, économique de nos démocraties en carton-pâte.





## Autres lobbys atlantistes



Cette diplomatie parallèle opérée par les lobbys atlantistes et européens a permis de faire avancer les pions discrètement sur bien des sujets. Ces courants liés plus généralement à une sorte de nébuleuse de lobbys conservateurs anglo-saxons permettaient de diffuser la bonne parole, de coopter des élites fidèles, et d'organiser des réseaux d'influence nationaux et internationaux. Le Cercle et le Bilderberg en faisaient partie, mais sans les citer tous il faut tout de même en présenter quelques-uns.

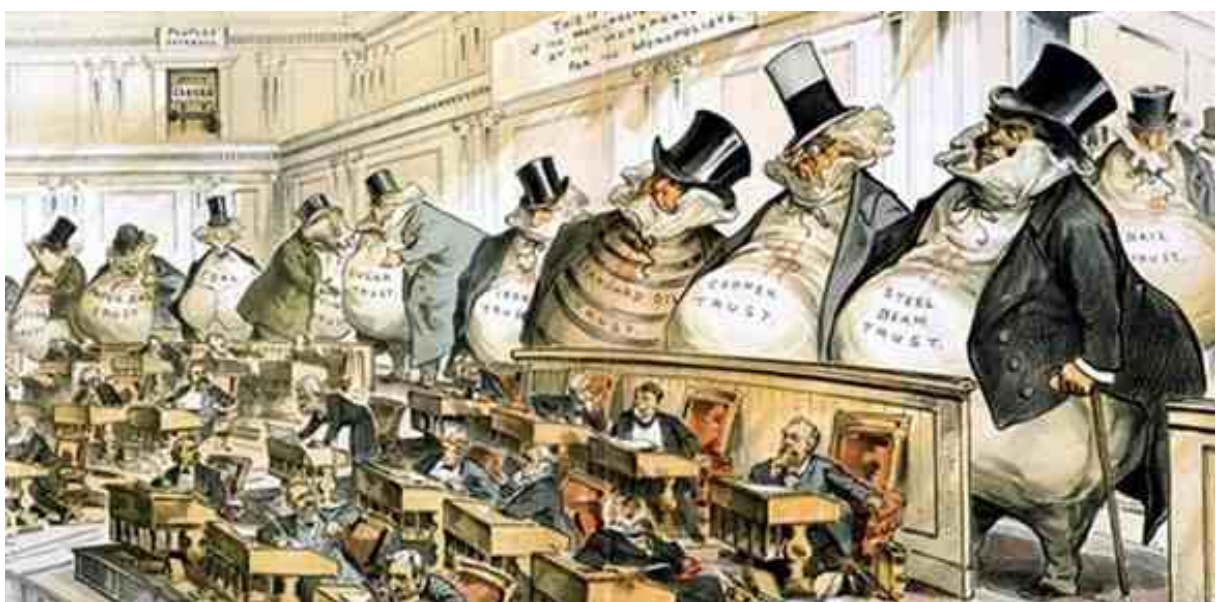
La "démocratie" made in Washington est même devenue un véritable business, dont le chiffre d'affaires était estimé à 700 millions de dollars en 2000.



*"Ces fonds, qui alimentent un marché international de la réforme des institutions d'État en pleine expansion, servent à financer des missions d'observation électorale, des groupes de défense des droits de l'homme, des organes de presse indépendants, des ONG, la formation de magistrats ou encore la diffusion de la vulgate économique dominante", [explique Nicolas Gilhot dans l'article](#) "Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain", "Mais les bénéficiaires en sont aussi, et peut-être principalement, les nombreux sous-traitants qui se chargent de la logistique savante de ces opérations : consultants spécialisés, organismes semi-publics, ONG, centres de recherches universitaires, think tanks, associations professionnelles, fondations des partis politiques, organismes syndicaux".*

Bénéficiant très souvent du soutien d'organismes officiels US, de l'ONU ou de la Banque Mondiale, par exemple, ces ONG, lobbys et autres groupes d'intérêts ont pignon sur rue et étendent leur emprise sur le monde, s'insinuant dans la pensée politique, médiatique, culturelle, universitaire. On ne va pas en faire une liste exhaustive car il faudrait une encyclopédie, mais on va en évoquer quelques-unes dont on n'a pas encore parlé.

### Le Council on Foreign Relations





C'est un des premiers lobbys impérialistes officiels des Etats-Unis, créé en 1921 après deux ans de préparation parce que les termes du traité de Versailles qui a mis fin à la guerre 14-18 ne convenaient pas à un groupe d'américains et anglais riches et/ou puissants et dont l'objectif était une gouvernance mondiale. L'un des piliers du CFR était le colonel Edward Mandell House, qui était le plus proche conseiller du président Wilson sur lequel il avait une grande influence.

Parmi ses membres il y avait bien-sûr les frères Dulles, John McCloy qui a eu tant d'influence sur la construction européenne avant de passer à la fondation Ford puis à la Chase Manhattan des Rockefeller, Nelson et David Rockefeller, mais aussi Dwight Eisenhower, JFK, Nixon, Gerald Ford, ou plus récemment Bush 1<sup>er</sup> et Bush Junior, Dick Cheney, Colin Powell et Bill Clinton.



Et y a aussi des stars d'Hollywood qui en sont membres, et officient comme "ambassadeurs" du CFR à travers leurs bonnes oeuvres dans le monde, comme Angelina Jolie qui en est membre depuis 2007 ou George Clooney, qui en est membre "à vie". Il a aujourd'hui pour président David Rubinstein,



confondateur et ex dirigeant de Carlyle et pour président Richard Haas, proche de Bush junior et spécialiste des relations internationales.

*"C'est le colonel House qui a rédigé la première version du pacte de la Société des Nations", écrit William Jasper dans "Global Tyranny step by step", "Il a également persuadé Wilson de réunir le groupe connu sous le nom d' "Inquiry" [enquête, qui réunissait notamment les frères Dulles et Walter Lippmann], une cabale d'Américains partisans d'un seul monde qui a formulé qui a formulé la plupart des "Quatorze points" du programme de paix de Wilson".*

En 1922 lors du premier événement organisé à New York par le CFR, le président français Georges Clémenceau en était l'invité d'honneur.



1970

### Nicolae Ceausescu

October 19, 1970. Nicolae Ceausescu, president of Romania, is pictured here with his wife, Elena (later deputy prime minister of Romania), and CFR Chairman John J. McCloy (right). He spoke at CFR on his first visit to the United States and was one of the only heads of state from the Soviet bloc to speak at CFR. Ceausescu would lead Romania until the Communist regime was toppled in 1989 and he and Elena were executed.

© Council on Foreign Relations



46 / 97

De nombreux responsables politiques y ont défilé, pour faire des discours, comme Ceaucescu qui y a fait un tour lors de sa première visite aux Etats-Unis en 1970, Daniel Ortega le dictateur du Nicaragua (à la solde des US) en 1984, Fidel Castro en 1959...

Le CFR a développé toute une rhétorique autour de la paix, des mouvements pour la paix en Europe (soutenus par les capitalistes US), avec une vision internationaliste de la démocratie made in USA[35]. Il a mené un lobbying politique aux Etats-Unis et en Europe pour vendre un système mondialisé qui ne parlait pas à tout le monde, loin de là, des deux côtés de l'Atlantique.



Il fallait faire accepter au public et aux décideurs le concept d'ordre mondial au nom de la paix, évidemment. Pour propager sa vision "internationaliste" du monde auprès d'une intelligentsia triée sur le volet, le Conseil a lancé un journal trimestriel, *Foreign Affairs*, qui a été qualifié par le magazine *Time* de "périodique le plus influent" à l'époque.



*"L'amiral Ward a dit de son influence : "En suivant l'évolution de cette propagande dans la plus la plus prestigieuse revue scientifique au monde, *Foreign Affairs*, n'importe qui peut déterminer des années à l'avance quelles seront les futures politiques de défense et d'affaires étrangères des États-Unis. Si une certaine proposition est répétée assez souvent dans cette revue, alors l'administration américaine au pouvoir - qu'elle soit républicaine ou démocrate - commence à agir comme si cette proposition ou cette hypothèse était un fait établi", explique William Jasper.*

Le CFR a développé des réseaux dans tout l'occident, encourageant avec l'aide des fondations Ford et Rockefeller surtout le développement de cursus



universitaires dans le domaine des relations internationales, de l'économie et de l'histoire, calibrés en fonction de l'idéologie du CFR & Co.

Un tas d'organisations satellites ont aussi été mises en place pour promouvoir les vues du CFR, telles que l'United World Federalists qui en 1972 développait déjà l'idée qu'il fallait une "solution mondiale" aux "problèmes mondiaux" tels que la "crise environnementale", l'Atlantic Council, la commission Trilatérale, l'Institut Aspen, le Business Council ou encore la Foreign Policy Association.



William Jasper rappelle que : *"Par l'intermédiaire de ses membres, le CFR a progressivement gagné de l'influence dans la branche exécutive du gouvernement fédéral, les deux principaux partis politiques, les organes importants des médias, des grandes universités, des groupes de réflexion influents, des grandes fondations exonérées d'impôts, d'énormes sociétés multinationales, des banques internationales, des organisations non gouvernementales, et autres centres de pouvoir.*

*L'historien Arthur M. Schlesinger (CFR), qui a été assistant spécial du président Kennedy, a écrit en 1965 sur la communauté financière et juridique de New York qui a si longtemps fourni un approvisionnement régulier ... aux administrations*



démocrates et républicaines. Cette communauté était le cœur de l'Establishment américain ... ses organisations de façade [sont] les fondations Rockefeller, Ford et Carnegie et le Council on Foreign Relations ; ses organes, le New York Times et Foreign Affairs".

L'influence du CFR est toujours réelle bien que diluée dans une galaxie d'organisations similaires, officielles ou privées, et ses préoccupations restent les mêmes.

#### Le Centre Européen de Documentation et d'Information (CEDI)



Créé au début des années 50, le Centre Européen de Documentation et d'Information avait pour objectif de favoriser la construction européenne version capitalisme US mais a toujours nié son importance. Le CEDI avait son origine dans un mouvement allemand conservateur et chrétien appelé Abendland, et a été créé quand Otto de Habsbourg, fils du dernier empereur d'Autriche-Hongrie, et d'autres leaders de droite européens, notamment de l'Espagne franquiste, ou le fasciste français René Belin, ont rejoint le mouvement. Les adhérents français étaient d'ailleurs généralement d'anciens vichystes.



Le CEDI recrutait exclusivement parmi les "élites". Quand de Gaulle est revenu au pouvoir en 1958, plusieurs de ses proches ont intégré le CEDI qui leur donnait accès à des congénères conservateurs et chrétiens en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne et ailleurs. Il a cependant cessé ses activités après la mort de Franco en 1975, qui était alors son principal bailleur de fonds.

Le Cercle de Jean Violet a recruté plusieurs de ses membres au CEDI.

### Heritage Foundation



Un discours de Donald Trump auprès de la Heritage Foundation en 2017 © Alexandra Jackson

La Fondation Heritage créée en 1973 pour promouvoir "la libre entreprise, la limitation du gouvernement, la liberté individuelle et les valeurs traditionnelles américaines", regroupait un paquet d'anciens de la CIA et des conservateurs proches de Reagan.

Elle a très vite noué des contacts avec des groupes ultra conservateurs US et européens, voire d'extrême-droite comme le club de l'Horloge où a été Bruno Mégret par exemple. En France, elle a mené des campagnes de lobbying sur différents thèmes, principalement le "libéralisme économique", pour pousser à la dérégulation et aux privatisations.





La fondation bénéficiait, via William Casey, de financements de la CIA en plus des dons de capitalistes conservateurs.

Elle a notamment étendu son influence en France dans les années 80, au moment de la grande offensive néolibérale américaine, et avait déjà des contacts avec l'équipe de Chirac au milieu des années 80. Deux de ses futurs ministres proches de la fondation l'ont ainsi abreuvé des théories magiques des néolibéraux [36].



## Overview

Over the course of a multi-part event series, Speaker Newt Gingrich shared his reflections on understanding the President and the phenomenon of Trumpism. He also talked about the policy challenges facing the new Administration, Capitol Hill, and the nation.

Rappelons que nous subissons toujours ces théories malgré Reagan, Thatcher, l'Europe etc. le micron nous a encore fait le coup de la "théorie du ruissèlement" inventée par un sbire de Reagan pour justifier ses politiques qui s'apparente plutôt à une évaporation d'argent public vers les comptes en banque de milliardaires y compris dans les paradis fiscaux. Bref.

L'influence de la Fondation Heritage est loin d'avoir diminué ces dernières années, avec le renouveau néo-conservateur aux USA : elle est toujours très active derrière Trump dont elle a soutenu la candidature en 2016 et qu'elle soutient toujours très activement et sur lequel elle a une influence en termes



de choix politiques comme ce fut le cas avec Reagan ou les Bush. Plusieurs membres du staff de la fondation ont même rejoint l'équipe de Trump dès la préparation de la campagne électorale, puis dans son gouvernement, et certains ont même parlé de "noyautage".

Elle est focalisée contre la Russie depuis toujours, et veut une domination US avec l'Europe comme vassale.

### La French American Foundation

POLITIQUE

## "La fondation repère les leaders du futur" - French-American Foundation



En 1976, la French-American Foundation (FAF) a été mise en place par un groupe de membres du Council on Foreign Relations[37] pour "renforcer les liens" entre les États-Unis et la France, ces fameuses "relations transatlantiques" dont on a tant entendu parler, mais aussi pour repérer les



"futures élites", c'est-à-dire les jeunes bien dans le moule qu'on pourra faire monter en confiance dans la hiérarchie mondialiste.

Comme l'expliquait le président français de la fondation à Paris Match en 2015: *"Chaque année depuis 1981, après avoir reçu des centaines de candidatures, le jury sélectionne dix Français et dix Américains âgés de 30 à 40 ans appelés à jouer, selon lui, un rôle capital dans leur pays (business, politique, médias, culture) et dans l'intérêt des relations de nos deux pays. Après quoi, les heureux élus échangent à haut niveau sur toutes les questions d'intérêt commun."*

Dans un article paru sur le site du Réseau Voltaire en avril 2007, Pierre Hillard explique : *"Dans les années 1970, les trois hommes mirent en commun leurs réseaux français dans le monde politique, économique, ainsi que dans la presse et le milieu universitaire. Parmi leurs relais on trouvait Olivier Chevrillon, (l'un des fondateurs de la revue Le Point), Pierre Jouven (président de Péchiney), Jean-Louis Gergorin (futur membre du comité exécutif d'EADS) et Thierry de Montbrial (futur président de l'Institut français des relations internationales, l'IFRI, qui co-dirigeait à l'époque le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères)"*.

## FRENCH-AMERICAN BREAKFAST

**Emmanuel MACRON**  
Ministre de l'Économie, de  
l'Industrie et du Numérique

« Rêve Américain - Rêve Français »

Mercredi 7 Septembre 2016  
08h30 à 9h30





Elle a un siège à Paris et un à New-York, et a nommé des dizaines de Young Leaders en France et aux États-Unis (le même système que les Global Young Leaders de Davos qui lui est au niveau mondial) : citons Alain Juppé ou François Léotard en 1981, Alain Mérioux en 82, Hillary Clinton, Alain Minc ou Jacques Toubon en 1983, François Villeroy de Galhau (patron de la banque de France) en 95, flamby et Pierre Moscovici en 96, Marisol Touraine en 97, Arnaud Montebourg en 2000, Jean-Marc Jancovici et Valérie Pécresse en 2002, Nathalie Kosciusko-Morizet et Mathieu Pigasse en 2005, Edouard Philippe en 2011, le micron et Cédric Villani (ex fan du micron passé chez Mélançon et mouillé jusqu'au cou dans le covid) en 2012...

Ils étaient 5 de la "FAF" dans le gouvernement de flamby (et 6 avec lui), au moins autant dans l'entourage de Macron. Sarkozy quant à lui a fait en septembre 2006 un discours à la FAF à New-York, dans lequel il affirmait sa volonté de "*rebâtir les relations transatlantiques*". Le futur "président pro-amérique" d'après Fox News était en campagne depuis des années et faisait une tournée auprès des néoconservateurs US de la bande de Bush Junior.



**Advancing Dialogue  
Between French &  
American Leaders**

Convaincus de la nécessité de créer un lieu de débats et d'échanges réguliers pour approfondir les relations entre la France et les États-Unis.

DÉCOUVRIR LA FRENCH AMERICAN FOUNDATION - FRANCE



La French American Foundation est longtemps restée très discrète, jusqu'à ce que ses manœuvres ne sautent aux yeux de beaucoup sous l'ère du micron. Son existence a été officialisée en 76 à l'ambassade de France à Washington, en présence de Giscard et Gerald Ford: il ne s'agissait donc pas d'une obscure fondation de plus.

Une de ses spécialités est la sélection des futurs "Young Leaders" dont le micron est un des lauréats, un programme lancé en 1981 pour *"bâtir des relations durables entre jeunes personnalités françaises et américaines et appelées à de hautes fonctions dans leurs pays respectifs"*. Jusqu'à 10 Français et 10 US de 30 à 40 ans ont droit à des "séminaires" des deux côtés de l'Atlantique en présence des responsables politiques et leaders économiques influents. De quoi étoffer son carnet d'adresses et s'insérer dans des réseaux pro-US d'envergure internationale.

Parmi les donateurs, on trouvait évidemment David Rockefeller, Franck Carlucci du fonds Carlyle, proche des Bush et ancien ponte de la CIA, ou encore des industriels français comme Ernest Antoine Sellière quand il était patron du Medef, aujourd'hui il y a Bank of American, Sodexo, Lazard, Amazon, Vivendi, Axa, Suez, Engie, L'Oreal, la Banque Transatlantique, BNP Paribas, LVMH, JP Morgan.



Au comité exécutif on a un banquier de BNP Paribas, une responsable des Galeries Lafayette, une conseillère des présidents du Medef, un ex ambassadeur aux Etats-Unis (Jean-David Levitte), un général français qui fut Commandant Suprême pour la transformation de l'OTAN (2012-2015), Louis Giscard, le fils de. On note aussi que parmi les "autres membres du conseil" il y a "Airbus" et l'Oréal.

En 2018 la FAF a lancé sa "Health Initiative", son "initiative santé", pour "échanger sur les bonnes pratiques dans un contexte transatlantique" et le programme Young Talents qui fait voyager 8 ados sportifs issus de la diversité aux Etats-Unis.

Et en 2017 elle s'est lancée sur le terrain de la cybersécurité avec le Cyber Club, dont les débats, qui se déroulent avec des politiques de haut niveau, des militaires, sont secrets (comme le Bilderberg et beaucoup de ces réunions, les débats sont soumis à la "règle de Chatham House" c'est-à-dire qu'on ne doit jamais savoir qui y a dit quoi). Et "Le Cyber Club reçoit également une fois par an une délégation de sénateurs américains ou de membres de la Chambre des



*Représentants, membres de la commission de sécurité*: viennent-ils donner les consignes pour l'année?

Elle organise un séminaire chaque année appelé "French-American Cyber Security Conference" sur les enjeux de "cybersécurité" où des responsables de la NSA viennent parler des "menaces" telles que les "réseaux sociaux", des "enjeux liés à la 5G" (sujet de 2019) où à l' "identité numérique" (sujet de 2018)...

### Le Safari Club



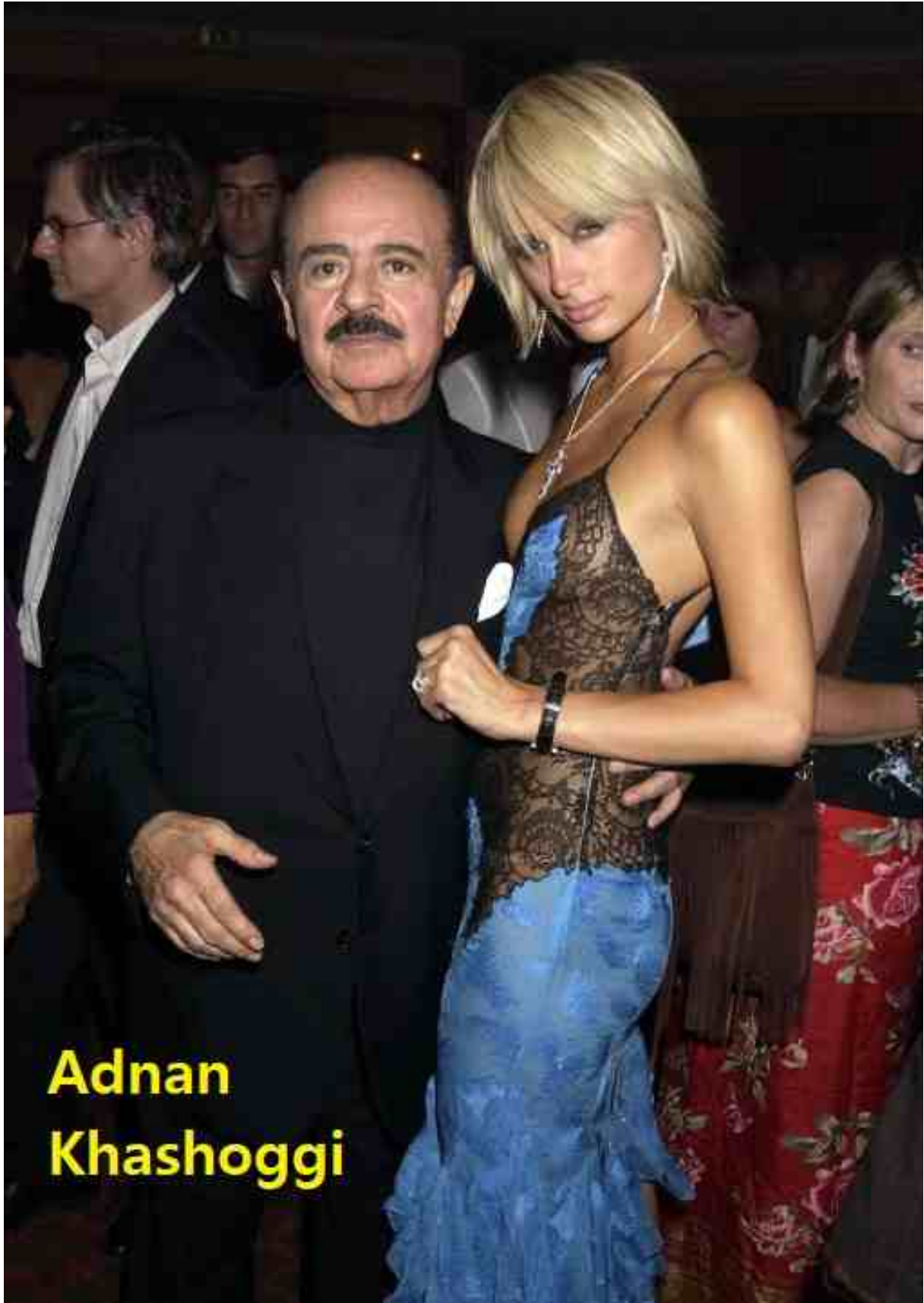


Ce club privé a aussi été créé en 1976 au Mont Kenya Safari Club en présence d'Henri Kissinger, pour réunir discrètement les responsables politiques et des renseignements des pays intéressants pour les US, de la France au Maroc en passant par l'Iran ou l'Arabie Saoudite. Il était en lien étroit avec "Le Cercle" de Violet, Pinay & Co[38] et avec un obscur "comité des 26" qui était semble-t-il basé à Bristol en Angleterre.

Certains observateurs comme Paul E. Williams, considèrent que l'objectif premier de cet obscur groupuscule était d'instrumentaliser le terrorisme et le proto terrorisme par des groupes alliés présents partout dans le monde, sous le prétexte de lutter contre "le communisme". Le Safari Club, qui réunissait des individus de pays en guerre et de pays fabricants d'armes, s'est assuré dans plusieurs cas des fournitures d'armes à des groupes rebelles soutenus par Washington, notamment lors de la guerre contre l'URSS en Afghanistan dans les années 70-80.

Le milliardaire et marchand d'armes saoudien Adnan Khashoggi (d'origine turque) qui était aussi très proche des intérêts US et du Groupe Carlyle notamment, finançait les activités du club. Il a été impliqué dans de nombreuses affaires dont l'Iran Contra, et il a été l'un des clients de Jeffrey Epstein au tout début de sa carrière dans la finance, avant qu'il se fasse virer de la banque Bear Stearns. Ce monde est petit...





**Adnan  
Khashoggi**

Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Un article paru le 17 novembre 1999 dans le magazine anglais Scallywag précisait : *"le Safari Club, avec l'argent illimité du pétrole, était occupé à comploter pour renverser le président Sékou Touré en Guinée ; à assassiner Amilcar en Guinée-Bissau ; et à soutenir Siad Barre en Somalie. Ils ont mené des complots pour assassiner le colonel Kadhafi, parce qu'il avait activement fourni du soutien et des armes à "l'autre bord". Ils avaient noué des liens étroits avec le BOSS, la police secrète de style Gestapo d'Afrique du Sud. Leurs seuls véritables échecs ont été de ne pas réussir à assassiner Kadhafi et de ne pas soutenir le Shah".*

En 1981 la présidence est prise par le "comte" Alexandre de Marenches, membre de l'ordre de Malte et ex directeur du SDECE nommé en 1970 par Pompidou dans le contexte de l'affaire Markovic (dont on va reparler), ce proche d'Alain Delon retrouvé dans une décharge avec une balle dans la tête, qui menaçait de balancer sur les partouzes du couple Pompidou. Ce fervent anticommuniste n'a quitté ses fonctions qu'en 1981, justement.

Certains disent que c'est de Marenches qui a créé ce club dédié à la barbouzerie internationale, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Mais les objectifs allaient bien au-delà et son orientation n'était pas en faveur de la France mais des Etats-Unis. Et on doit beaucoup de guerres, de sang, de violences et de destructions à ce petit groupe de vieux fanatiques.

*"Avec le transfert clandestin de son siège au Caire, le Safari Club devint un élément-clef dans le recrutement de combattants irréguliers arabes pour lutter contre l'Union soviétique en Afghanistan (...) Le Safari Club était responsable de la plupart des opérations clandestines de l'Occident contre l'Union soviétique dans les zones de conflit s'étendant de l'Afghanistan à la Somalie et de l'Angola au Nicaragua"* résume l'article de Libanews. Aujourd'hui, une nouvelle mouture du Safari Club serait encore impliquée dans le soutien au djihadisme international et divers groupes armés.

L'objectif est anti communiste, mais aussi pour défendre des intérêts industriels, dans les mines, le pétrole ou autres et chacun contribue à son niveau. La France peut y apporter ses compétences ou son matériel de pointe, sans être impliquée directement.



## L'Open Society



L'Open Society est une de ces ONG, qui complètent l'action des fondations en matière de soft power. Soros a créé l'Open Society en 1979, là encore pour promouvoir "la démocratie" par l'éducation et le militantisme politique, en particulier dans des pays ciblés par les Etats-Unis, en Afrique, en Amérique latine, en Asie centrale, en Europe de l'Est.

Actuellement, elle est très active dans ce mouvement antiraciste, pro religions, sur la propagation de la théorie du genre et des droits sexuels, et plus généralement la "lutte contre les discriminations" dans le monde entier.

Soros a émigré à Londress puis Etats-Unis dans sa jeunesse, et sur magot de 25 milliards de dollars il en a mis 18 dans sa fondation en 2017. Celle-ci est alors devenue "la fondation la plus riche au monde, après la Fondation Bill and Melinda Gates et avant la Fondation Ford, avec un budget de 940,7 millions de



dollars en 2017, dont 60 % sont destinés aux subventions" comme l'expliquait Oriane Calligaro dans un article paru en 2017 dans la revue Politix.

#### FINANCEMENT PAR SECTEUR EN 2019 (EN USD)



Total des dépenses pour 2018:

**\$1.08m<sup>ns</sup> USD**

Total des dépenses réalisées par les Fondations Open Society depuis 1984 :

**\$15.2m<sup>ds</sup> USD**

De 1984 quand il est arrivé en Europe à 2020, Soros aurait ainsi investi 32 milliards de dollars dans la philanthropie démocratique. C'est le site de sa fondation qui le dit: "*Les fondations Open Society (Open Society Foundations en anglais) ont été fondées par George Soros, l'un des plus grands philanthropes au monde qui a fait don, depuis 1984, de 32 milliards de dollars sur sa fortune personnelle, bâtie sur les marchés financiers*".

L'Open Society s'est concentrée au départ sur l'Europe de l'est et les ex pays soviétiques, et après le mur de Berlin elle a élargi ses activités aux Etats-Unis, à l'Asie et l'Afrique.



## Billionaire George Soros getting married for the third time



1/2



Billionaire Investor George Soros and girlfriend Tamiko Bolton are pictured at Soros' residence in Southampton, New York August 11, 2012. Soros had a lot to celebrate on Saturday evening: his 82nd birthday and the engagement to his much younger... MORE

Pour certains observateurs, Soros est [l'homme de main de l'oligarchie financière](#) anglaise et joue sa partition de destruction des Etats-nations, vieille marotte des capilatistes anglo-saxons. C'est le bras droit du baron Edmond de Rothschild, un certain George Karl Weiss, qui lui aurait prêté l'argent nécessaire pour lancer son business. Arrivé en Angleterre en 1947 sous la protection d'un prof de la London School of Economics, il y a aussi étudié.

Sa fortune vient d'opérations spéculatives contre le bhat thaïlandais, la lire italienne, la livre anglaise notamment, et à l'utilisation extensive des paradis fiscaux.

C'est probablement de ces milieux eugénistes anglais que lui vient sa défense de l'euthanasie ou du "suicide assisté", par exemple (cf. son "[Project on Death in America](#)" pour "changer la culture de la mort" et accompagner les gens dans la mort plutôt que d'essayer de les soigner).

Pas difficile, puisque son fonds d'investissement Quantum Fund, est domicilié à Curaçao aux Antilles néerlandaises, un paradis fiscal notoire. Et il gagne son pognon sans se soucier d'éthique et certains l'accusent de spéculer contre l'Euro comme il l'avait fait contre la Livre dans les années 90, et d'avoir



contribué aux crises financières Européennes pour ensuite prêter de l'argent à l'Europe à des taux d'intérêt élevés.

Aujourd'hui, l'Open Society est un peu une multinationale de la démocratie avec de nombreuses filiales et structures satellites entre lesquelles naviguent les responsables. Parmi celles-ci il est intéressant de citer :



Otpor, une association d'étudiants serbes financée par l'USAID (l'agence de développement US) et par l'Open Society notamment. Elle a été très active dans la préparation de la guerre de l'OTAN contre les Serbes à la fin des années 90 en organisant des formations pour les militants "démocrates" dans des pays où l'OTAN cherche à faire basculer le pouvoir, et dans lesquels ont généralement lieu ces pseudos révolutions "colorées". A commencer par la Yougoslavie qui a été littéralement explosée façon puzzle par l'occident en ciblant la Serbie [39] où l'association a été créé en Serbie en 98 avec le soutien d'une structure US proche du gouvernement, le National Endowment for Democracy, en tant que mouvement étudiant pour aider à faire chuter Slobodan Milosevic. On retrouve évidemment Otpor en Ukraine, où ils étaient déjà actifs en 2004 pour la pseudo "révolution orange". L'Open Society y finance directement depuis 1990 une International Renaissance Foundation. Ils sont aussi au Liban, en Géorgie, en Estonie, en Pologne, au Sénégal avec Yen a marre qui s'est reprpduit depuis 2011 dans d'autres pays d'Afrique... Ses fondations ont été ejectées de certains pays comme en 2018 de la Hongrie.

- L'Open Society European Policy Institute qui est à Bruxelles, et dont les activités auprès de l'Europe et de la Cour Pénale Internationale sont assez inquiétantes. Son objectif est clair : "Il s'efforce d'influencer et d'informer la prise de décision sur les lois, les politiques, le financement et l'action extérieure de l'UE afin de maintenir et de promouvoir des sociétés ouvertes en Europe et au-delà". La CPI est le fruit d'un



processus absolument pas démocratique piloté par des ONG et groupes d'intérêts autour de l'ONU, pour commencer à aligner le droit international sur la mondialisation économique, à l'anglo saxonne. Cela, au nom de la paix et des droits de l'homme. Le procureur de la CPI est nommé d'une manière obscure et elle ne juge que ceux qui arrangent l'occident.

- L'Open Society Initiative for Europe (OSIFE) créé en 2013 spécifiquement pour financer des ONG "antiracistes" et surtout pro islam en Europe de l'ouest et de démocratie en Europe de l'est. Ce qui a nécessité des rapprochements hasardeux entre organisations féministes et pro-islam, par exemple, pour mener un lobbying efficace à Bruxelles afin de défendre les femmes musulmanes (que certes il faut défendre mais ces magouilles stratégiques ne font certes pas avancer la cause féministe, du moins en version occidentale).
- L'Open Society Justice Initiative,
- L'Open Society Initiative for West Africa
- L'Université d'Europe centrale de Budapest destinée à former une nouvelle génération de dirigeants politiques et économiques.

OPEN SOCIETY FOUNDATIONS

WHO WE ARE HOW WE WORK WHAT WE DO

**THE OPEN SOCIETY FOUNDATIONS WORK TO BUILD VIBRANT AND INCLUSIVE DEMOCRACIES WHOSE GOVERNMENTS ARE ACCOUNTABLE TO THEIR CITIZENS.**

[Learn more about who we are](#)

NO WAR

STAY WITH UKRAINE

PUTIN PUT OUT

L'Open Society soutient aussi financièrement, parfois massivement, de nombreuses autres "ONG" type Amnesty International, Transparency International, Oxfam, Human Rights Watch (10 millions de \$ par an quand-même)... Et elle collabore étroitement avec le NED, le National Endowment for Democracy, qui est une structure publique chargée de promouvoir la "démocratie" dans le cadre d'une stratégie impérialiste créée en 1983. Il a



aussi filé 7 millions à Hillary Clinton en 2016, quelques millions à Obama en 2007, et a pesé de tout son poids sur la sélection des différents candidats démocrates aux présidentielles US.

Soros peut miser sur le soutien de personnalités politiques pour faire avancer sa cause : Madeleine Allbright qui a été très active pour la guerre en Yougoslavie et au Koweït, Tony Blair, Alassane Ouattara qui a rencontré Soros quand il était directeur général adjoint du FMI et a fait tomber Gbagbo avec l'aide de la France, ou l'éternel "conseiller économie" (du Fmi, de la Banque Mondiale, de l'OCDE, de l'OMS et de nombreux gouvernements ciblés par Soros partout dans le monde) Jeffrey Sachs, un vieil ami de Soros.





Dans les années 90, l'Open Society a été éjectée de plusieurs pays: Biélorussie,



Yugoslavie, Albanie, Croatie, Khizistan après des accusations de malversations fiscales et / ou d'espionnage.

En 2018, c'est carrément le siège de l'ONG qui a été viré de Hongrie où toutes les activités ont cessé, puis installé à Berlin. Elle chapeautait une soixantaine d'organisations "démocratiques" sur place comme l'université d'Europe centrale de Budapest ou le Civic Education Project créés en 1991 lors de l'invasion du pays par les ONG atlantistes.

A Bruxelles, l'Open Society est très influente auprès de la commission européenne et autres structures de décision, et leur avis est respecté. Il faut dire qu'il y a une consanguinité: de nombreux chercheurs et responsables de l'Open Society ont travaillé dans les institutions européennes.

Depuis le début des années 2000 il s'occupe aussi de "transparence" de l'extraction de matières premières, via l' "Extractive Industries Transparency Initiative" lancée officiellement par Tony Blair en 2003 et "Publish What You Pay". Le travail a commencé par les versements aux gouvernements pour les hydrocarbures autour de la mer Caspienne. Et dès 2004 les "leaders du G8" adhéraient à la démarche.





L'Open Society finance aussi la Coalition pour la Cour Pénale Internationale (CCPI) qui se targue d'avoir créé la Cour Pénale Internationale. Et en 2017, elle a donné directement 115.000\$ (au moins) à la CPI. Et il y a quelques mois, un scandale sur liens entre la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), censée être la plus haute juridiction administrative de tous les pays d'Europe, et les fondations de Soros a plus ou moins remué le microcosme.

C'est grave : nos plaintes contre l'Etat pour les mesures liberticides diverses et variées finissent là, systématiquement rejetées.

Le conseil de l'Europe qui chapeaute la CEDH collabore avec le Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme, lui-même financé à la fois par l'Europe et par l'Open Society à hauteur de 5% de son budget en 2019, et avec l'European Implementation Network (Réseau Européen de Mise en œuvre), dont l'Open Society est cette-fois le principal donateur.



EC  
EUROPEAN CENTRE  
FOR LAW & JUSTICE  
LJ

# Les ONG et les juges de la CEDH

2009 – 2019



De plus, une bonne partie des "juges" de la CEDH ont été rémunérés par des ONG dont la plupart sont dans la galaxie Soros, comme l'a montré [un rapport du European centre for Law and Justice](#) : "Il a été possible d'identifier sept ONG qui, étant actives à la Cour, comptent parmi leurs anciens collaborateurs au



*moins une personne ayant siégé comme juge permanent de la CEDH depuis 2009. Il s'agit (par ordre alphabétique) de :*

- *A.I.R.E. Centre (Centre sur les droits individuels en Europe),*
- *Amnesty International,*
- *la Commission Internationale des Juristes (CIJ),*
- *le réseau des comités et fondations Helsinki*
- *Human Rights Watch (HRW)*
- *Interights (Centre international pour la protection judiciaire des droits de l'homme),*
- *l'Open Society Foundation (OSF) et ses diverses branches, en particulier l'Open Society Justice Initiative (OSJI) ».* Au moins 12 juges ont collaboré contre rémunération directement pour l'Open Society entre 2009 et 2019. Le rapport précise que *« Concernant l'Open Society Foundation (OSF) et ses branches, onze des douze juges ayant eu des liens forts avec cette organisation ont jugé des affaires dans lesquelles elle est intervenue ».*

*Cette étude relève également un lobbying pour faire évoluer la jurisprudence à travers de nombreuses actions en "justice" : "Depuis 2009, on recense au moins 185 affaires ayant donné lieu à la publication d'une décision de la CEDH dans laquelle l'une au moins des sept ONG dont sont issues des juges a visiblement agi. Dans 72 d'entre elles, l'une au moins de ces ONG a visiblement agi comme requérante, ou comme représentant légal du requérant.*

*Sur cette même période, ces ONG ont en outre été autorisées à intervenir comme tierce partie dans plus de 120 affaires ayant donné lieu à la publication d'un jugement. Il arrive fréquemment qu'en raison de l'importance stratégique d'une affaire, plusieurs de ces ONG s'associent pour intervenir ensemble<sup>39</sup>, témoignant ainsi de leur proximité doctrinale". Et ceci n'est qu'un minimum tant l'opacité règne en la matière.*



Et puis il y a toutes ces ONG qui se trouvent dans la sphère de l'Open Society car elles en reçoivent des subventions, et qui sont également très actives auprès de la CEDH : *"Parmi les centaines d'organisations gravitant dans l'orbite de l'OSF, certaines sont actives devant la Cour et bénéficient d'un important financement prélevé sur les 32 milliards de dollars dont a été doté l'OSF depuis 1984. C'est le cas de Human Right Watch qui a reçu 100 millions de dollars américains depuis 2010 (et dont le président d'honneur fut aussi président de l'OSF), mais aussi des Comités Helsinki qui ont reçu plus deux millions et demi de dollars en 2016, dont 460 000 pour le Comité bulgare, 610 000 pour le Comité hongrois, 1 325 000 pour la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme de Pologne".* Etc.

Il s'agit ni plus ni moins d'entrisme dans des institutions non démocratiques, qui décident de l'orientation du droit et de ce qui est conforme ou non aux "droits de l'homme" pour l'ensemble des citoyens européens. Que dirait-on si le juge du coin était lié avec des structures représentant des intérêts privés et dont l'agenda final est plus ou moins opaque ? Je plaisante.



Pour terminer, le rapport souligne que *"Pour certaines de ces ONG, il est relativement factice de les distinguer de l'OSF tant elles en dépendent financièrement. Les juges ayant eu des responsabilités au sein de ces ONG ne peuvent ignorer ces liens. Le nombre d'affaires laissant apparaître un lien indirect est tellement considérable que nous n'avons pas entrepris de l'évaluer totalement"*.

En France, [l'Open Society est surtout active dans le financement](#) d'associations axées sur les thèmes de la "diversité" version mise à bas de la laïcité, et a commencé à par dénoncer, pour le coup à raison, les contrôles au faciès opérés par les forces de "l'ordre".

Elle soutient aussi des organisations comme la Ligue des Droits de l'Homme, qui est traditionnellement une filiale de la franc-maçonnerie en France – comme beaucoup de "ligues" d'ailleurs, ou l'Observatoire International des Prisons dont l'action dans ce pays est indispensable mais qui se place tout de même en dépendance de Soros et son programme. On a aussi appris que le Collectif contre l'islamophobie en France a reçu 35.000 € en 2012.



Bref, il semble que l'Open Society fait tout pour exciter les clivages et les divisions de la société, alors que faire société c'est de partir de ce qui nous rassemble pas de ce qui divise.

### National Endowment for Democracy

**NED** NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY  
SUPPORTING FREEDOM AROUND THE WORLD

APPLY FOR A GRANT

f t in SUBSCRIBE

GRANTS REGIONS ABOUT > FELLOWSHIPS > EVENTS > IDEAS > NEWS

WHY WE ARE

**THE NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY**

The National Endowment for Democracy (NED) is a private, nonprofit foundation dedicated to the growth and strengthening of democratic institutions around the world. Each year, NED makes more than 2,000 grants to support the projects of non-governmental groups abroad who are working for democratic goals in more than 100 countries.

LEARN MORE >

**WHY WOMEN ARE LEADING THE FIGHT IN IRAN**

En 1985 encore, on découvrait le National Endowment for Democracy (NED ou "fonds national pour la démocratie"), un lobby créé en 1982 avec le soutien de Reagan et financé par le gouvernement US. Créé après des années de réflexions en tant qu'organisation non gouvernementale, il s'est positionné officiellement sur le terrain de la défense des droits de l'homme - principalement en URSS et dans les pays satellites, faisant des "droits de l'homme" le vecteur d'une nouvelle forme d'interventionnisme.

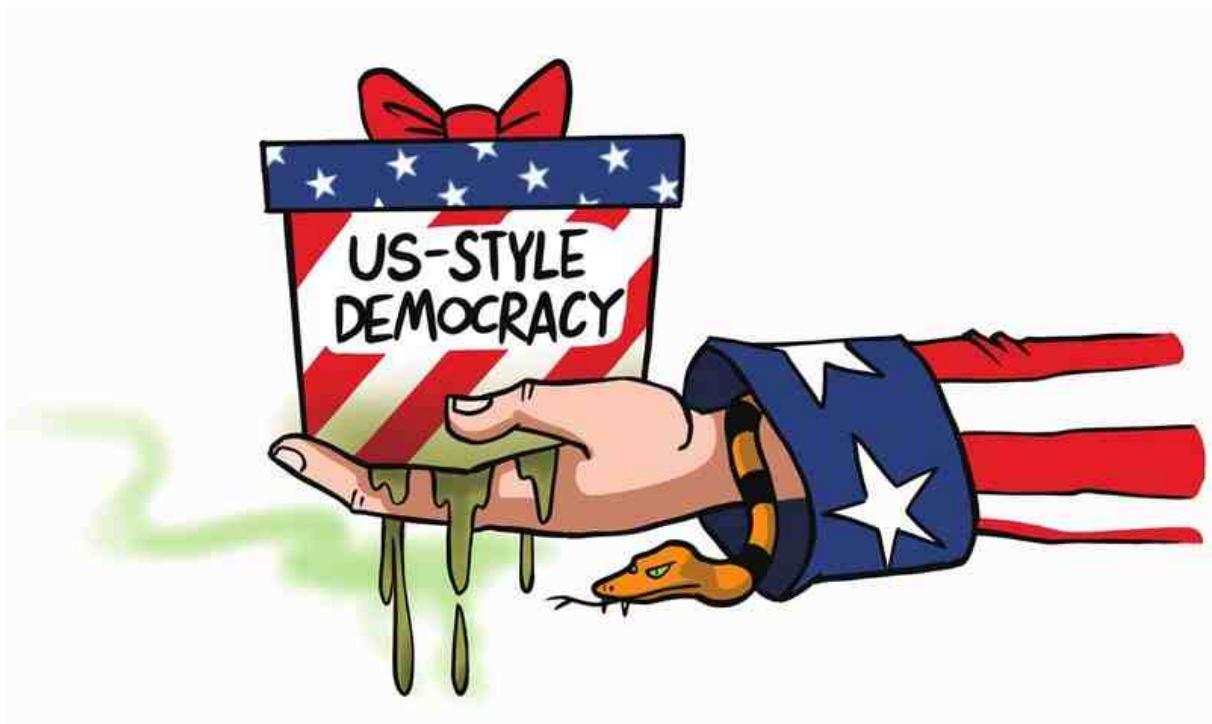
Cette stratégie permettait de dissocier le gouvernement et la CIA des activités et financements du NED auprès de diverses organisations à l'étranger, en





offrant une alternative pour les opérations de subversion clandestines, normalement interdites par le droit international.

"Chargé dès sa création de financer les "forces démocratiques" à l'étranger (dissidents, organes de presse indépendants, leaders démocrates, militants des droits de l'homme, syndicats, etc.), il s'inscrit en fait dans la continuité des opérations politiques de la CIA, qui sont théoriquement bannies depuis 1977. Cette filiation se manifeste d'abord dans l'anticommunisme virulent de l'institution, qui soutient non seulement des dissidents, mais aussi des forces conservatrices dans des pays démocratiques. Et tandis que la CIA utilisait des fondations écran, le NED, dont le budget est annuellement approuvé par le Congrès, finance à son tour, mais ouvertement, des institutions américaines ou étrangères", explique Nicolas Gilhot dans l'article "[Les professionnels de la démocratie](#)".



Le NED, que Nicolas Guilhot qualifie avec d'autres ONG du même type d'"activistes internationaux 'conventionnés'" a donc distribué pas mal d'argent en France -et ailleurs- à des structures diverses et variées, toutes pour l'économie de marché, favorables à l'impérialisme US et contre le communisme. L'argent était versé par le biais de structures "officielles",



comme l'AFL-CIO, le syndicat international pro US qui a reçu pendant les premières années du NED jusqu'à 70 % de son budget de donations.

Le NED était lui-même financé par des organismes gouvernementaux US. *"Il s'appuie sur trois grandes institutions de Washington qui ont contribué à sa naissance : le département d'État, l'USIA (United States Information Agency, l'agence d'information des États-Unis) et l'AID (Agence internationale pour le développement), qui lui fournit les fonds. Ces derniers sont destinés à promouvoir la politique étrangère et militaire des États-Unis, à défendre les valeurs de la démocratie américaine et du libre marché"*, explique Frédéric Charpier dans "La CIA en France". L'argent était donné à des structures intermédiaires comme la fédération syndicale internationale AFL-CIO qui le redistribuaient ensuite à d'autres structures sans qu'on puisse deviner qu'il venait directement de Washington<sup>[40]</sup>.



NATIONAL  
ENDOWMENT  
FOR  
DEMOCRACY

SUPPORTING FREEDOM AROUND THE WORLD



## DURING KENYA'S ELECTION, NED PARTNERS TARGET ONLINE MISINFORMATION

Published on **October 4, 2022**



CRECO met with the chair of the Political Parties Dispute Tribunal (PPDT) in July to discuss how to deter misinformation and disinformation in the 2022 General Elections.



L'UNI, un syndicat étudiant franchement à droite créé par de Gaulle, a reçu 400.000 \$ en 1985. Mais, Force Ouvrière chargée de diviser la gauche en a obtenu davantage : 830.000\$ tout de même [41]. Au niveau mondial le NED a financé à hauteur de 200 millions de dollars, entre 1982 et 1992, 1500 projets en accord avec ses idées. Le très à droite Institut d'Histoire Sociale d'Albertini a aussi reçu de l'argent du NED.

Le NED, pourtant bien conservateur, a en effet aidé à organiser des organisations de gauche, avec des leaders "de gauche" bien dans leur ligne de pensée: il s'agit de *"contenir les mouvements pour les droits civiques et les groupes étudiants dans les limites du progressisme démocrate"*, comme le dit Nicolas Gilhot. C'est ce qui a créé cette tendance de gauche caviar derrière le Labour, cette gauche politique atlantiste qui défend le néo-libéralisme et un "progressisme" qui laisse perplexes les militants gauchistes les plus aguerris. Pourquoi? Parce que cette "gauche" était un instrument de la lutte anticommuniste.

Combinant idéologie et expertise, le NED s'est doté en 1994 d'un laboratoire d'idées, son petit lobby pour créer des études, l'International Forum for Democratic Studies. Il tourne grâce à des bienfaiteurs privés et est placé *"sous l'autorité scientifique d'un research council dont les membres sont présentés comme des democracy experts. Cette stratégie d'investissement savant répond à plusieurs impératifs. En permettant de définir un champ d'expertise, elle vise tout d'abord à affranchir ces pratiques de leurs origines idéologiques"*, selon Nicolas Guilhot[42].



Dans ce conseil "scientifique" il y avait beaucoup de membres du Council on Foreign Relations, de la RAND corporation, du Center for Strategic and International Studies, l'American Enterprise Institute, la Hoover Institution ou la Carnegie Endowment for International Peace et aussi quelques universitaires pour la caution "scientifique". On restait donc essentiellement entre soi.

Les "experts" du NED s'exprimaient donc dans des revues scientifiques, dans des congrès, dans les médias, dotés de l'aura des "sachants" insérés dans les réseaux qui comptent.



Le NED a donc grandement contribué à professionnaliser la "réflexion" conservatrice, très orientée à droite, anticommuniste bien-sûr, mais désormais son discours est devenu plus "technique", ce qui a estompé l'aspect purement idéologique de la démarche.

Elle a inscrit ses préoccupations dans le monde "scientifique" et depuis des années ceux qui tiennent ce discours passent pour "réalistes" et ceux qui le critiquent pour des idéologues, preuve que cette stratégie que certains ont appelée "métapolitique" a été efficace.

Il coordonne un réseau de lobbys et think-tank impérialistes, le [Network of Democracy Research Institutes](#) (NDRI), destiné à renforcer les liens entre les réseaux "pro-démocratie" à la façon NED, qui est lui-même membre du "[World Movement for Democracy](#)" créé en 1999 et qui réunit des "activistes de la société civile" en faveur de la "démocratie", surtout en Afrique, Asie et au Moyen-Orient.



## DAMON WILSON

### PRESIDENT & CEO OF THE NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY

Damon Wilson is President and CEO of the National Endowment for Democracy (NED), an independent, nonprofit, grant-making foundation supporting freedom around the world.

Prior to joining the Endowment, he helped transform the Atlantic Council into a leading global think tank as its executive vice president. Previously, Wilson served as Special Assistant to the President and Senior Director for European Affairs at the National Security Council helping to enlarge a Europe whole, free, and at peace; to secure freedom through NATO enlargement; to deter and counter Russian aggression; and to work with a united Europe as a leading US partner to support democracy in the world.

Mr. Wilson also served at the US Embassy in Baghdad, Iraq as the Executive Secretary and Chief of Staff, where he helped manage one of the largest US embassies during a time of conflict. Prior to this posting, he worked at the National Security Council as the Director for Central, Eastern, and Northern European Affairs from 2004 to 2006, helping to enlarge NATO, to partner with Germany, and to support a democratic Ukraine. From 2001 to 2004, Mr. Wilson served as Deputy Director in the Private Office of NATO Secretary General Lord Robertson, playing a lead role on the Alliance's response to 9/11 and its operations in Afghanistan and the Western Balkans.



Le président et PDG du NED aujourd'hui est Damon Wilson, dont le NED nous explique qu'il vient de l'Atlantic Council auquel il a donné une dimension mondiale, et a été assistant du directeur des affaires européennes au National Security Council, "*aidant à élargir une Europe entière, libre et en paix ; à garantir la liberté par l'élargissement de l'OTAN ; à dissuader et contrer l'agression russe ; et à travailler avec une Europe unie en tant que partenaire américain de premier plan pour soutenir la démocratie dans le monde*".

Une articulation claire entre impérialisme US et affrontements géostratégiques via l'OTAN, avec l'Europe comme toutou, qui est parfaitement claire quand on voit l'activisme du NED sur l'Ukraine et contre la Russie.

Auparavant, Wilson était dans le staff du secrétaire général de l'OTAN (2001 à 2004 pour la guerre en Afghanistan), puis directeur de l'Europe centrale au National Security Council (de 2004 à 2006), "aidant à élargir l'OTAN" avec les coups d'Etat en Europe de l'Est et Asie centrale, notamment. Il est aussi passé par les ambassades US à Pékin et Bagdad et pendant ses études au milieu des années 90 il a été bénévole au Rwanda dans l'ONG Save the Children, et aussi pour le War Program.

Depuis quelque temps, le NED s'occupe aussi d'information (et de propagande) et déploie le concept de "kleptocratie internationale" mais bien-sûr ce ne sont pas les macron et les Von der Leyen qui sont visés, mais les dirigeants de pays ciblés par l'establishment US : Vénézuela, Syrie, Russie évidemment, l'Afrique centrale où il y a tant de richesses plus ou moins connues dans le sous-sol... Ils influencent des élections, par exemple au Kenya en luttant contre la "désinformation" ou en Gambie en organisant le bloc d'opposition, ils soutiennent des "journalistes" en Ukraine...

**German Marshall Fund**



## Balkan Trust for Democracy

The Balkan Trust for Democracy (BTD) is an award-winning transatlantic initiative that supports democracy, good governance, and Euro-Atlantic integration in South-East Europe.

[LEARN MORE](#)

A photograph of a woman with dark hair, wearing a grey blazer, speaking at a podium. Behind her is a screen displaying the BTD logo and text. The audience is visible in the foreground, seen from behind.

On a très rapidement abordé le German Marshall Fund, parmi d'autres structures transnationales atlantistes, avec l'explication sur l'influence de la CIA sur les journalistes. L'une des structures qui permet de faire rentrer dans l'orbite US des journalistes –ou autres- est selon le journaliste repent Udo Ulfkotte, le German Marshall Fund (voir la vidéo ci-dessous, qui date de 2014 [45]) dont il était membre et par lequel il a voyagé aux Etats-Unis au début de sa carrière.

Une de ses méthodes est de payer des voyages aux Etats-Unis, tous frais payés, à de jeunes loups aux dents longues, et de leur fournir un réseau pour leur carrière.

Ulfkotte explique qu'il recevait des pots-de-vin de milliardaires US pour mentir dans les journaux où il écrivait, et que tous les médias allemands sont en lien "avec les grosses organisations transatlantiques" où on approche les jeunes journalistes pour rejoindre les programmes d'échanges par exemple.

Le German Marshall Fund (GMF) ne cible pas que les journalistes, et vise tous les futurs leaders principalement dans la politique, et finance divers programmes "démocratiques" en Europe de l'Est, dans les anciens pays du bloc soviétique qui sont particulièrement ciblés.

Créé en 1972 à l'initiative de Willy Brandt qui l'a annoncé lors d'un discours à Harvard et de Guido Goldman (un prof d'Harvard fan de Kissinger, accessoirement fils de l'ancien président de l'Organisation sioniste mondiale Nahum Goldman) pour remercier les bienfaiteurs américains du plan





Marshall, il est cofinancé par les Etats-Unis et l'Allemagne, et a été très actif dans les pseudo révolutions au Moyen-Orient et en Afrique du nord, puis en Europe de l'est et en Ukraine.



Photo Credit: Alexandros Michailidis / Shutterstock

In The News

## Macron's American Dream

May 1, 2018

François Clemenceau

Explore: Leadership

Marshall Memorial Fellowship

Il dispose d'une antenne à Paris depuis 2000, et organise des programmes de "voyages d'étude" d'un an pour de jeunes européens prometteurs aux Etats-Unis, et vice-versa.

Le micron [a bénéficié des largesses du German Marshall Fund](#) en 2007, une année qui aurait décidément été bien remplie, car il a aussi fait aux Etats-Unis un stage de plusieurs mois à la banque Rothschild [43]. Sa candidature avait été proposée par [le banquier Bertrand Badré](#), un ancien chiraquien (2003) qui a été vice-président de la banque Lazard à Londres et a été directeur financier de la Banque Mondiale.



Mais ledit Badré aime aussi s'occuper de "santé": il a participé à la création du GAVI, l'alliance pour les "vaccins" de Bill Gates qui est en fait un gros lobby pro injections de masse pour rapporter un maximum à Big Pharma tout en permettant un contrôle renforcé des populations, voir leur réduction - cela reste à démontrer mais la question est ouverte [44].

C'est Badré qui a constitué le schéma financier du GAVI, [via le Finance Facility for Immunization \(IFFIm\)](#) qui a permis de lever des fonds pour financer la recherche et la distribution de diverses mixtures, en Afrique et partout dans le monde aujourd'hui. Badré a aussi été à l'origine de la création d'UNITAID, qui est un fonds d'argent public (notamment vvia une taxe internationale sur les billets d'avion) et un peu privé, destiné à financer des campagnes massives d'injections. Bref.



Comme le micron, tous les ans une cinquantaine de futurs "leaders" (hélas pour nous) sont d'abord formés puis invités à découvrir l'autre côté de l'Atlantique par le German Marshall Fund. "A chaque étape, des rencontres sont organisées avec des élus, des chercheurs, des hommes d'affaires ou encore des Américains ordinaires", [explique L'Express](#). De quoi bien étoffer son réseau.

Najat Vallaud Belkacem y a été également. Il y a aujourd'hui plusieurs programmes d'échanges pilotés par le GMF:



- Le [Marshall memorial Fellowship](#), qui est le programme n°1 du GMF. Créé en 1982 il concerne plusieurs dizaines d'européens et d'US chaque année, avec aujourd'hui des sessions de cours à distance pendant 6 mois et 24 jours sur place. C'est ce programme qu'a suivi le micron, comme 2500 jeunes cadres dynamiques ("2500 leaders" comme dit le GMF).
- [ReThink CEE fellowship](#) : "repenser l'Europe", rien que ça, créé en 2017. La "future génération d'experts politiques et de leaders" d'Europe de l'est a droit à un an à l'étranger puis on leur propose des "opportunités professionnelles".
- Le [Transatlantic Inclusion Leaders Network](#) (TILN) vise spécifiquement les "leaders issus de la diversité" dans la politique et s'intéresse aux enjeux de "diversité" comme on dit. Ledit réseau "compte plus de 200 anciens élèves qui accèdent à des fonctions supérieures, notamment au Parlement européen et au Congrès américain, entre autres. Grâce au TILN, le German Marshall Fund (GMF) offre une occasion unique de répondre aux exigences de leadership du 21e siècle, car il est crucial que les institutions reflètent la diversité des sociétés de part et d'autre de l'Atlantique et favorisent l'équité, l'inclusion et l'appartenance" (sic.).
- Le [Manfred Wörner Seminar/Euro-Atlantik Seminar](#) qui concerne seulement l'Allemagne et les Etats-Unis avec une trentaine de jeunes chaque année. Il a été lancé en 82 sous le parrainage du German Marshall fund et du Bureau des ofrces armées du ministère de la Défense Allemand.
- Le [Policy Designers Network](#) s'adresse aux jeunes leaders de Géorgie, Moldavie, Arménie et d'Ukraine pour les former à la démocratie made in USA et leur donner des "outils", afin de renforcer les "relations transatlantiques".
- Le leadership Lab qui vise les jeunes activistes des mêmes pays (Arménie, Géorgie, Moldavie et Ukraine) pour "augmenter leurs capacités et leur impact".





Les administrateurs du GMF sont liés au Pentagone, à la CIA et/ou à Wall Street, et ils sont tous aux Etats-Unis. Il est d'ailleurs financé par l'USAID [46].

A travers ses "experts", quasiment tous US, qui produisent des études et autres documents de propagande, assistent à des congrès, s'expriment dans les médias et auprès des politiques, ce lobby propage la bonne parole atlantiste, libérale, et le capitalisme. Elle gagne chaque année en influence dans nos "démocraties" et agit dans le même sens que les autres ONG dont on a parlé.

Parmi les thématiques du moment pour le GMF il y a la reconstruction de l'Ukraine, la montée en puissance de la Chine, la promotion des nouvelles technologies notamment autour des enjeux de surveillance et de "sécurité", de l'identité numérique, ou encore le fameux concept de "désinformation" tellement pratique pour nettoyer le paysage de toute contradiction, etc.

#### Le Forum Economique Mondial de Davos





Le Forum Economique Mondial, qui a le statut de fondation privée à but non lucratif, est la grande vitrine mondiale du capitalisme triomphant. Il a son siège en Suisse dans le canton de Genève où de nombreuses banques, multinationales et ONG ont aussi leur siège, et chaque année en janvier Schwab officie comme le Monsieur Loyal de la "grand messe" du capitalisme à Davos, dont Soros est jaloux (il le qualifie d'"énorme cocktail party").

Elle permet d'afficher la puissance du business occidental. Ce n'est pas une création européenne, mais des milieux d'affaires US.

De nombreuses activités, bien lucratives, sont organisées par des structures satellites du forum et rapportent de la monnaie sonnante et trébuchante à Schwab.

Créé sous le nom de European Management Forum jusqu'en 87 quand il a pris le nom de forum économique mondial, il agit comme un lobby parce qu'il propage la bonne parole néo libérale, et diffuse les lignes directrices sur les principaux sujets d'actualité et la prospective. Il permet aussi de coopter des élites dans les différents pays, en leur offrant un réseau mondial, mondialiste même.



## Leadership

The Global Shapers Community is governed by a Foundation board that includes leaders from business, government and civil society.

Il a notamment mis en place un programme Young Global Leaders (comme la French American Foundation) pour coopter de futurs "leaders". Là aussi, le micron est Young Leader et c'est le seul politicien français!

Schwab s'est vanté que son réseau d'environ 600 personnes aujourd'hui comprend des politiques aux plus hautes responsabilités notamment en Europe ou au Canada.

Depuis 2011 il y a aussi le programme "Global Young Shapers" qui finance des projets portés par des moins de 30 ans essentiellement dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient. Objectif : "*donner aux jeunes les moyens de jouer un rôle actif dans l'élaboration des agendas locaux, régionaux et mondiaux*".



Selon certains chercheurs comme Kees van der Pijl, Davos "succéderait ainsi à d'autres organisations qui l'ont précédé, comme la franc-maçonnerie, le réseau gravitant autour de la Round Table à l'apogée de l'Empire britannique ou les conférences de Bildeberg tout au long de la guerre froide et au-delà. Mais selon lui, à la fin des années 90, le WEF constituait bel et bien "le groupe de planification transnational le plus accompli, [...] une véritable Internationale du capital", résume le sociologue Jean-Christophe Graz dans un article de 2003 sur le forum de Davos.



Le programme affiché de Davos est la mise en place d'un nouvel ordre mondial comme Schwab l'a moult fois expliqué, mais maquillé derrière des objectifs sociaux et environnementaux à travers une théorie inventée par Schwab (la "théorie des parties prenantes" c'est-à-dire la coopération des "parties prenantes" au jeu économique, avec une place prépondérante donnée aux multinationales).

Schwab a mis en place son forum avec un expert qui a créé l'Hudson Institute, Herman Kahn, spécialiste de la prospective au niveau mondial, grand défenseur des intérêts US et proche de Kissinger lui aussi. Il est venu en



Europe mobiliser les troupes avec l'économiste néo-libéral John Kenneth Galbraith pour que le 1er forum soit un succès. Schwab avait alors 33 ans et a bénéficié d'appuis importants au niveau international, comme celui de Raymond Barre.

On note que comme Kissinger, Galbraith et Kahn étaient membres du Council on Foreign Relations: les trois mentors de Schwab. Lors de la première conférence, c'est Galbraith qui était le principal intervenant.



Henry Kissinger, Klaus Schwab and Ted Heath at the 1980 World Economic Forum Annual Meeting

Schwab, fil d'un industriel collaborateur du Reich [47] est très proche des Etats-Unis, où il a été diplômé d'Harvard en économie dans les années 60, et où il a rencontré Kissinger qui y enseignait. Depuis les premiers jours du forum en 1971, il s'entoure d'un staff principalement composé d'US.

Le journaliste Johnny Vedmore écrit que "en fait Kissinger a recruté Schwab à l'International séminar à Harvard, qui était financé par la CIA (...) Le Forum économique mondial n'est pas une création européenne. En réalité, il s'agit plutôt d'une opération qui émane des grands de la politique américaine des époques Kennedy, Johnson et Nixon, qui avaient tous des liens avec le Council on Foreign Relations et le mouvement associé de la Round Table; avec un rôle de soutien joué par la Central Intelligence Agency".





Les objectifs des US, dont Kissinger est une des éminences grises, s'inscrivaient alors dans la guerre froide avec la lutte contre le communisme, l'instauration d'un ordre économique néo-libéral fabriqué avec les règles de Wall Street et La City, et l'alignement du droit latin sur le droit anglo-saxon, la guerre de la propagande, et finalement l'interdépendance des Etats grâce notamment à l'Europe, dans un ordre mondial dominé par les Etats-Unis.

Kissinger était le directeur exécutif de l'International seminar que Schwab a rejoint vers 1967, avant de devenir conseiller à la sécurité nationale sous Nixon en 1969. C'était la structure qui recevait le plus d'argent de la CIA à Harvard à cette époque.

Les préoccupations collent à l'actualité et à la construction du monde de demain. Aujourd'hui, il est par exemple question du Métaverse, ce monde parallèle virtuel dans lequel les fanatiques de la technologie veulent nous imposer et que le forum compte construire avec "les parties prenantes", c'est-à-dire son réseau d'entreprises et d'ONG.



# Le Monde

Consulter  
le journal

ACTUALITÉS

ÉCONOMIE

VIDÉOS

DÉBATS

CULTURE

LE GOÛT DU MONDE

LES DÉCODEURS • VÉRIFICATION

## Qu'est-ce que « The Great Reset », un livre devenu théorie du complot ?

Le dernier livre du fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab, et de son ancien directeur suscite fantasmes et diabolisation. Son contenu diffère pourtant des thèses qu'on lui prête.

Par William Audureau

Publié le 10 février 2021 à 18h31 - Mis à jour le 11 février 2021 à 16h15 - Lecture 8 min.



Le fondateur et président du Forum économique mondial, Klaus Schwab, et le président français, Emmanuel Macron, lors d'une réunion en ligne à l'événement Davos Agenda, le 28 janvier 2021. SALVATORE DI NOLFI / AP

Contenus sponsorisés p



MARKET SPRELLIGENCE  
IIOT : Véritable levier de c  
industrielle



En 2008 le forum de Davos avait 300 salariés qui organisaient un forum annuel en Chine et des sommets régionaux au Moyen-Orient, en Inde, en Afrique, en Amérique latine.

De nombreuses entreprises sont partenaires du forum, voire partenaires "stratégiques", dont les Gafam, la plupart des grandes banques, fonds



spéculatifs et des entreprises du CAC 40 notamment, et presque tous les leaders de l'industrie pharma.

Après le crise de 2008, le forum est devenu encore plus actif autour de la théorie des "parties prenantes" de Schwab. En 2009 il a lancé différentes initiatives dont la Global Redesign Initiative à travers laquelle il dit que "*le temps est venu d'adopter un nouveau paradigme de gouvernance internationale, analogue à celui de la théorie de la gouvernance d'entreprise sur laquelle le Forum économique mondial a été fondé*".

En 2020 c'est la Great Reset Initiative (dont on a déjà parlé ici) qui a été lancée avec un bouquin particulièrement chiant à lire de Schwab (et qui par ses aspects pontifiants m'a beaucoup rappelé l'Alchimiste de Coelho) pour jeter les bases d'un futur "post-pandémique" et de sa 4e révolution industrielle numérique et "green", qui selon lui permettra de "*fusionner nos identités physique, biologique et numérique*". Puis ce fut le "Great Narrative" pour construire un discours commun sur ce magnifique devenir (c'est aussi le titre du dernier bouquin de Schwab).

Schwab développe l'idée de mettre en commun des secteurs entiers (pour socialiser les pertes), que l'Etat joue de le rôle de facilitateur pour le business, et qu'une superstructure mondiale coordonne le tout. C'est du néo-libéralisme communiste, en quelque sorte.



Radio Canada se plaint que ce Grand Reset soit "Dénoncée par des figures complotistes et de l'extrême droite comme un plan de l'élite mondiale pour abolir la propriété privée et les frontières, mettre fin aux libertés individuelles et asservir l'humanité". Je rassure: on peut aussi le critiquer sans être d'extrême-droite ni même "complotiste" (car selon moi exposer les mécanismes de corruption n'est pas complotiste, sinon ce serait la fin du journalisme), d'autant que tout est public, tout a été annoncé urbi et orbi depuis des années.

L'article de Radio Canada, dont l'auteur a bien lu le communiqué de presse de Davos, poursuit: "*Cette initiative du Forum Economique Mondial vise à construire un monde meilleur après la crise sanitaire et cherche plutôt à sauver le capitalisme qu'à le détruire, en mettant l'accent sur la protection de l'environnement et la coopération internationale*". Ben oui, pourquoi s'inquiéter de si bonnes intentions de la part de gens aussi bien?

Peut-être parce que l'idéologie transhumaniste et élitiste qui se cache derrière ces beaux principes n'a rien d'oecuménique, et parce que tout est en train de se dérouler sans aucun débat public, loin du regard des citoyens.

### La fondation Gates



Je ne vais pas faire long sur la fondation Gates, car on en a déjà parlé au sujet du covid. Rappelons seulement qu'elle a été créée en 2000 après quelques scandales sur les magouilles de Gates et Microsoft, pour redorer son blason, et elle a bénéficié de la plupart de la fortune de Warren Buffet.

Elle se consacre à ce que certains observateurs, notamment en Afrique, appellent un "néo-colonialisme de la santé" avec de grandes campagnes de "vaccination" et d' "éducation" organisées dans les pays les plus vulnérables.

Au fil du temps, Gates a mis en place un véritable réseau qui mélange les entreprises de la technologie et de la santé, et qui a pris le dessus sur les organisations internationales, notamment l'OMS qui a été en réalité privatisée (Gates en est le 1er financeur depuis des années), et des tas d'organisations satellites financées par le privé et le public, qui récupèrent de l'argent pour financer la recherche sur les virus et les nouveaux "vaccins".

Ils ont dit, l'OMS, Gates et compagnie, que le XXI e siècle sera le siècle des "vaccins" [48]. Et attention: il ne s'agira pas de vaccins classiques mais de



"vaccins" améliorés avec les nouvelles technologies comme les produits à ARN, le graphène et on ne sait quoi d'autre. Des trucs expérimentaux dont nous sommes les cobayes.

Bill Gates vient d'une famille d'eugénistes bien insérés dans les classes supérieures de la société. Dès les débuts de Microsoft, il a bénéficié de transferts de technologie de la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency), comme les autres leaders de la tech. C'est donc un échange de bons procédés: il développait sa boîte à l'international et rendait des services à l'establishment US.



On n'est donc pas surpris d'apprendre, par exemple, que Gates développe avec la DARPA un programme de forçage génétique pour créer des "vaccins" OGM



qui modifieront l'ADN des injectés et même du reste de l'espèce par contagion. Cela peut être un "vaccin" contre la fertilité, grande marotte de Gates et l'OMS depuis les années 90 au moins. Evidemment, ces recherches ne sont officiellement destinées qu'à se protéger d'une attaque de ce type [49].

Gates mène ainsi le projet Target malaria au Burkina-Faso, qui consiste à lâcher des milliards de moustiques OGM censés éradiquer les moustiques porteurs de la malaria.

Gates a aussi beaucoup investi dans l'identité numérique qui consiste à réunir toutes les données de toute la population, pour conditionner son accès à différents services. Il finance, via sa fondation, de nombreuses initiatives dans ce sens, surtout en Afrique et en Asie, et mène un lobbying intensif auprès des gouvernements pour développer le plus vite possible cet arsenal numérique qui permettra de mieux contrôler tout le monde.

Arrêtons là cette longue liste des lobbys qui ont conditionné les politiques que nous subissons, dans tous les domaines: on a compris le schéma. Même s'il aurait été intéressant de parler plus en détail, entre autres, de:





**L'European Council on Foreign Relations** : Créé en 2007 avec au départ des fonds provenant surtout de l'Open Society de Soros. C'est un lobby atlantiste et pro-europe qui publie des rapports.

- **L'Hudson Institute**: Il a été fondé par Hermann Kahn, le collègue de Schwab, en 1961, pour étudier les leviers de la transition des Etats-Unis vers un futur technologique.
- **L'European Round Table of Industrialists**: un lobby qui représente les plus grosses multinationales européennes et produit des rapports que la commission européenne recopie quasi tels quels pour donner les grandes orientations de l'Europe, par exemple sur l'éducation. Elle est très bien coordonnée avec l'agenda du Bilderberg, notamment.
- **Le Bilderberg** : on en a déjà beaucoup parlé, mais il est intéressant de noter qu'il a perdu en importance depuis que tout le monde le connaît. J'ai eu confirmation qu'en parallèle de ces réunions, des orgies avec des massacres d'enfants sont organisées pour des invités triés sur le volet.
- **La Trilatérale**: Créée en 1973 par David Rockefeller, pour resserrer les liens entre les USA, l'Europe et le Japon. Elle a beaucoup servi à propager la doxa de Wall Street auprès des élites politiques et économiques européennes, comme le Bilderberg plus axé sur les enjeux mondiaux. Elle a créé récemment une "task force sur le capitalisme en transition".
- **L'institut Bruegel**: Un autre lobby pro europe, atlantiste, néo libéral. Créé en 2005 il se dit "indépendant" et cherche surtout à influencer sur la politique européenne en produisant des études et autres publications.
- **L'institut Montaigne** : un lobby néo libéral dirigé par Thierry de Montbrial, un pilier du Bilderberg pendant des années, qui s'exprime beaucoup dans les médias de milliardaires et produit des études, des rapports, organise des conférences pour réclamer toujours plus d'avantage en faveur du business.
- **La Clinton Global Initiative**: C'est le programme phare de la fondation des Clinton lancée en 2001 pour financer des programmes sociaux aux Etats-Unis, puis dans le monde, et qui s'occupe donc aujourd'hui de "*fédérer les leaders mondiaux et résoudre les problèmes*" qu'ils ont créés eux-mêmes avec leurs copains.

-----

Tout au long de cette saga nous avons vu l'importance de ces fondations qui privatisent la "gouvernance" c'est-à-dire la gestion des affaires. Les milliardaires se considèrent naturellement comme éclairés et plus aptes à gérer la société que la population: c'est le modèle oligarchique, mais en version mondiale.





Ces sortes de petits clubs élitistes transnationaux affidés aux intérêts des capitalistes anglo-saxons qu'ils représentent ne servent pas la démocratie, elles servent un programme qui permet le siphonage des richesses produites par les populations, la privatisation des profits et la socialisation des pertes. Elles échangent de manière informelle avec les représentant des États, ce qui rend quasiment impossible d'établir clairement leur influence pourtant bien réelle.

Ces fondations, ces lobbys, ont façonné nos sociétés en profondeur en agissant sur tous les leviers: politique, recherche universitaire, médias, business, justice, santé, éducation, alimentation. Rien n'a été laissé au hasard, et les milliards des capitalistes ont permis d'alimenter cette énorme machine d'influence. Il ne faut pas négliger cet impact et essayer de se déconditionner: quel serait le monde aujourd'hui sans cette influence? Comment penserait-on? Quels moyens de sortir de cette crise structurelle serions nous capables d'imaginer?

---

[1] Ce sont les mots d'un article écrit en 1940 par une journaliste américaine, Dorothy Thompson, qui était correspondante en Allemagne jusqu'à son expulsion par Hitler.

[2] Cf. "The Devils Chessboard Allen Dulles, the CIA, and the Rise of Americas Secret Government" de David Talbot.

[3] Cette banque qui existe toujours était dirigée pendant la guerre par un certain Thomas McKittrick, ami des frères Allen et John Foster Dulles a beaucoup servi à financer le 3<sup>e</sup> Reich et à blanchir l'argent volé par les nazis. Certains qualifient McKittrick de « banquier d'Hitler », notamment parce qu'il a accepté les dépôts d'or volé aux Juifs et aux pays pillés et de réaliser des échanges commerciaux avec l'étranger pour le compte de la Reichsbank, la banque du 3<sup>e</sup> Reich<sup>[3]</sup>. Il est arrivé à Berne en 1940 pour diriger la BRI, et a travaillé étroitement avec Allen Dulles quand il y est arrivé à son tour. La BRI



était franchement au service du Reich : par exemple, celui qui en a rédigé la charte était Hjalmar Schacht alors patron de Reichsbank, qui a mis tout son pouvoir au service d'Hitler.

Schacht était très lié aux milieux financiers internationaux, notamment au patron de la banque d'Angleterre Montagu Norman. Il a poursuivi sa carrière de banquier après la guerre.

[4] Cf. Ludovic Tournès. Sciences de l'homme et politique « *Les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle* ». Editions des Classiques Garnier. Editions des Classiques Garnier, pp.412, 2011, Bibliothèque des sciences sociales, François Vatin & Philippe Steiner.

*« Au début du XXe siècle, les quelques grandes fondations qui existent (Carnegie, Rockefeller, Russell Sage notamment) commencent à se faire une place dans la société américaine, en participant activement (quels qu'aient pu être les motifs de cette participation) à la construction de l'Amérique moderne, dans des domaines aussi divers que le travail social (enquêtes de terrain dans les classes populaires), la santé publique (travail de la Sanitary Commission dans le Sud), la médecine (l'enquête Flexner sur l'organisation de l'enseignement médical), l'enseignement supérieur (le travail de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching), ou encore la vie culturelle (le financement de musées ou la construction de bibliothèques par la Carnegie Foundation).*

*À la fois porteuses d'un projet de société inspiré par le darwinisme social, l'individualisme libéral et une certaine forme de conservatisme social, elles sont aussi marquées par une culture positiviste et une volonté de régulation sociale portées par le mouvement réformateur dont certains membres entament des carrières au sein de l'appareil philanthropique ».*

[5] Cf. « The open conspiracy » de HG Wells, paru en 1928. « *La Conspiration Ouverte, le mouvement mondial pour le remplacement, l'élargissement ou la fusion des institutions politiques, économiques et sociales existantes doit nécessairement, à mesure qu'il grandit, se rapprocher de plus en plus des questions de contrôle pratique. Il est susceptible dans sa croissance d'intégrer de nombreux fonctionnaires actifs et de nombreux dirigeants et administrateurs industriels et financiers. Il peut assimiler de grandes masses de travailleurs*



*intelligents. A mesure que ses activités s'étendront, il élaborera tout un système de méthodes spéciales de coopération ». A la fin, plus rien ne peut se faire hors du pouvoir central, tout est pris dans la toile d'araignée.*

[6] Cf. Johannes Großmann « L'Internationale Des Conservateurs. Cercles d'élites Transnationaux, Diplomatie Informelle et Biographies Croisées En Europe Occidentale Depuis 1945 ». Histoire, Économie et Société, vol. 35, no. 2, Armand Colin, 2016, pp. 32-44

[7] On notera que l'activisme de la fondation Rockefeller a porté sur de nombreux domaines, à commencer par la santé publique, la médecine et les sciences sociales qui ont été totalement reformatées.

[8] Cf. « L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens », dirigé par Ludovic Tournès.

[9] Cf. « L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens », dirigé par Ludovic Tournès.

[10] En effet, sans l'accord de Washington, jamais le coup d'Etat gaulliste de 58 n'aurait pu avoir lieu. Vincent Nouzille explique que « Des secrets si bien gardés » qu'un proche de Foccart, bras droit de de Gaulle, le dénommé Henri Tournet, a été voir le colonel Sternberg qui était en poste en France, puis l'ambassadeur US Amory Houghton, pour expliquer que la France respectera ses engagements dans l'OTAN et resterait dans la ligne de la IV<sup>e</sup> République, sauf quelques modifications de pure forme (comme en 43 d'ailleurs). Pourtant il tenait un véritable discours de rupture en public.

Finalement, sur les recommandations de Dulles, Eisenhower a décidé d'aider la prise de pouvoir par de Gaulle en faisant pression sur les socialistes pour qu'ils laissent faire, laissant les communistes seuls dans l'opposition.

[11] Cf. Vincent Nouzille, « Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la CIA et de la Maison-Blanche sur la France et ses président ». L'auteur explique qu'un diplomate en poste à l'ambassade US à Paris entre 1960 et 1965, Wells Stabler, a écrit au sujet d'une visite chez Guy Mollet qu'un agent américain est venu lui déposer une valise de billets. Celui-ci a écrit par exemple que « *Nombre de ces*



*gens, comme Guy Mollet et d'autres anciens leaders de la IVe République, avaient eu ce qu'on devrait appeler une relation fiduciaire avec les Etats-Unis, et ils recevaient un soutien financier du gouvernement américain ».*

[12] Cf. « La CIA en France. 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises » de Frédéric Charpier.

[13] Rocard, inspecteur des finances, dirigeant du PSU et élu dans les Yvelines, a été un de leurs chouchous au début des années 70, incarnant la « gauche » non communiste, aux idées « progressistes » et très ouverte aux vues ultra libérales des américains. A partir de ce moment, il s'est rendu « très régulièrement » aux Etats-Unis a-t-il dit, et l'ambassade le sollicitait « *comme une sorte d'expert sur la vie politique française* ».

[14] Cf. Kiran Klaus Patel et Kenneth Weisbrode, « European Integration and the Atlantic Community in the 1980s ».

[15] Cf. Vincent Nouzille, « Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents ».

[16] Robert Mitterrand, père de Frédéric, a longtemps été le conseiller politique officieux de son frère.

[17] C'est René Fillon, ex trésorier du RPF et directeur général de la banque Rothschild qui a trouvé une place de choix à Pompidou.

[18] Cf. Vincent Nouzille, « Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents ».

[19] Cf. « La CIA en France. 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises » de Frédéric Charpier.

[20] C'est parce que ce projet d'armée européenne, la CED, a raté, que le Bilderberg a été mis en place dès 1953 pour relancer la construction européenne.

[21] Cf. Johannes Großmann « L'Internationale Des Conservateurs. Cercles d'élites Transnationaux, Diplomatie Informelle et Biographies Croisées En



Europe Occidentale Depuis 1945 ». Histoire, Économie et Société, vol. 35, no. 2, Armand Colin, 2016, pp. 32–44

[22] Cf. « The Rogue Agents. The Cercle Pinay complex 1951 - 1991 » de David Theacher.

[23] Cf. Réseau Voltaire, « [Les gentlemen du Cercle Pinay](#) ».

[24] Cf. « The Rogue Agents. The Cercle Pinay complex 1951 - 1991 » de David Theacher.

[25] Cf. « The Rogue Agents. The Cercle Pinay complex 1951 - 1991 » de David Theacher.

[26] Notamment l'AESP, Académie européenne de sciences politiques dont étaient membres le ministre, 1<sup>er</sup> ministre etc. Vanden Boeynants et son acolyte le baron Benoît de Bonvoisin dont le père, Pierre, président de la Société Générale, était déjà un compagnon de route de Vanden Boyenants et avait participé à la fondation du Bilderberg (il était aussi présent à la toute première réunion en septembre 1952).

[27] Cf. « [Administrer le monde ? Les fondations philanthropiques](#) états-uniennes et la Public Administration, 1930-1960 » de Pierre-Yves Saunier, dans la Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des

Sciences Politiques, 2000, 53, pp.237-256

[28] Cf. « [L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales](#) et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », Genèses, 2006/4 (no 65), p. 49-70. DOI : 10.3917/gen.065.0049.

[29] Ce diplôme d'état a été élaboré avec des représentants de la Croix-Rouge Américaine et de la fondation Rockefeller, comme l'expliquent Pierre-Yves Saunier et Ludovic Tournès.

[30] La fondation Rockefeller a financé Kinsey dès 1941, et à partir de 1947 il a reçu de sa part 40.000\$ par an, via le comité pour la recherche sur les



problèmes sexuels du National Research Council's (NRC) lui-même financé directement par la fondation Rockefeller.

[31] McCloy a dirigé la Chase Manhattan de 1953 à 1965 et a géré la fusion de la Chase Manhattan Bank et de la Bank of Manhattan.

[32] Stone, Juif lituanien d'origine, avait émigré aux Etats-Unis avec sa famille en 1908. Il a commencé comme journaliste à Berlin en 1929, où il a fait des études d'histoire. Il y est retourné en 1945 pour le compte des renseignements et a travaillé aux côtés de John McCloy au Haut-Commissariat en Allemagne.

[33] Cf. Antonin Cohen. « [The Atlantic structuration of European studies](#). The Ford Foundation and the European Community Institute for University studies in the generation of an "object" », Revue française de science politique, vol. 67, no. 1, 2017, pp. 69-96.

[34] Cf. « Administrer le monde ? Les fondations philanthropiques états-uniennes et la Public Administration, 1930-1960 » de Pierre-Yves Saunier, dans la Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2000, 53, pp.237-256

[35] Comme la League to Enforce Peace (Ligue de renforcement de la paix) créée par Theodore Marburg, un nabab du Maryland et financée principalement par Andrew Carnegie, qui était selon les médias l'homme le plus riche du monde.

[36] Cf. « La CIA en France » de Frédéric Charpier.

[37] Le lancement [officiel a eu lieu lors d'un dîner à l'ambassade de France à Washington](#), en présence de Giscard et du président US Gerald Ford, flanqué d'Henry Kissinger.

[38] Magazine Scalluwag du 17 novembre 1999, « [X – The Cercle](#) ».

[39] Soros avait créé des fondations dans chaque région de Yougoslavie qui deviendra autonome après la guerre des années 90 : en Coratie, en Slovénie, En Serbie, en Macédoine, en Bosnie, et au Montenegro.



[40] Avec l'AFL CIO, le NED versait 70% de ses fonds à trois autres structures, comme l'explique Nicolas Ghilhot, « *le Center for International Private Enterprise, créé pour l'occasion par la Chambre de commerce américaine, et les deux instituts internationaux liés aux Partis démocrate et républicain, le National Democratic Institute et l'International Republican Institute (...) Les 30 % restants de son budget sont versés directement à des bénéficiaires étrangers.*».

[41] Cf. « La CIA en France » de Frédéric Charpier.

[42] Cf. Guilhot Nicolas, « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain », Actes de la recherche en sciences sociales, 2001/4 (n° 139), p. 53-65. DOI : 10.3917/arss.139.0053.

[43] Selon le JDD du 22 avril 2018, « *Accueilli à Washington par Craig Kennedy, le patron de l'organisation, qui a ouvert au groupe sa maison, Emmanuel Macron, alors âgé de 29 ans, était déjà très impatient de découvrir la suite : séjour à Houston, au Texas, où il visitera notamment les installations de la Nasa ; déplacement de plusieurs jours dans le Wisconsin, à la découverte d'un Midwest rongé par la désindustrialisation ; et à Seattle.*».

[44] Evidemment, Badré en appelait dès juin 2020 au développement rapide de "vaccins" contre le covid et cela grâce à une "coopération internationale". Il parlait déjà d'une mobilisation pour remplir les objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU (les fameux objectifs de développement durable), et de la nécessité d'une coordination internationale.

[45] Udo Ulfkotte était un de ces "journalistes de guerre" qui ne font que produire une propagande conforme aux objectifs de l'OTAN et de Washington. Il a couvert l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan etc. Il a déclaré fin 2014 qu'il travaillait pour la CIA comme "couverture non-officielle" tout en étant journaliste au Frankfurter Allgemeine Zeitung pour faire une propagande pro Europe et pro US. Il est mort peu après, en janvier 2017 d'une crise cardiaque.

[46] Parmi les plus gros financeurs, on a aussi la Commission européenne, l'union européenne, le département d'Etat US, le ministère des affaires étrangères australien, le ministère de l'économie allemand, l'agence de



développement suédoise, une série de multinationales des deux côtés de l'Atlantique (et même au-delà), comme Airbus, Michelin, Google, Microsoft, Boeing, Exxon, et des ONG ou fondations (Hewlett, Henri Luce, Bertelsmann, Sandler, JP Morgan fondations, European Council On Foreign Relations, McKinsey Global Institute, Open Society...)

[47] Dans les années 30 son père Eugen dirigeait une usine Escher-Wyss à Ravensburg, le plus gros employeur de la ville. L'usine a même reçu le prix National Socialiste de l'entreprise modèle. Dans les années 60 son père était président de la chambre de commerce de Ravensburg.

[48] « **À bien des égards, le siècle dernier a été celui des traitements**, avec des réductions considérables de la morbidité et de la mortalité résultant notamment de la découverte et de l'utilisation des antibiotiques, principaux moteurs du changement en matière de santé. **Le présent siècle promet d'être celui des vaccins**, avec la possibilité d'éradiquer, d'éliminer ou de juguler un certain nombre de maladies infectieuses graves, potentiellement mortelles ou débilitantes, et la vaccination au cœur des stratégies préventives » a déclaré l'OMS en lançant en 2012 son "[plan d'action mondial pour les vaccins](#)".

[49] Pourtant, cette pratique du forçage génétique avait été dénoncée par 170 ONG en décembre 2016 lors du sommet de Cancun sur la biodiversité, et elles réclamaient un moratoire. Qui n'est jamais venu grâce au lobby des OGM dont Gates est un des meneurs, puisque tout le monde travaille sur ces technologies qui sont de plus en plus accessibles.

<http://dondevamos.canalblog.com/archives/2022/10/09/39652311.html>